

**N° DP 24/1016**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVENANT N°1 AU MARCHÉ 14RL23 MARCHÉ DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES RESIDUELLES ET RECYCLABLES POUR LES BESOINS DU TERRITOIRE METROPOLITAIN DE TOULON**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique indiquant que le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le marché n°124RL22 portant sur la collecte des ordures ménagères résiduelles et recyclables pour les besoins du territoire métropolitain de Toulon attribué à la SA DRAGUI-TRANSPORTS pour une durée de 6 ans fermes pour un montant total de 97 811 193,22 € HT et notifié le 12/04/2023,

**VU** le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que pour des besoins de salubrité publique, il convient d'ajouter une prestation de désinfection des dépôts encombrants infestés par les punaises de lit sur la durée du marché,

**CONSIDERANT** que les Opérations de Collecte d'Encombrants (O.C.E.) effectuées jusqu'alors par le même prestataire sont désormais inadaptées aux besoins des administrés, il convient de remplacer ces opérations par la prestation de collecte des cartons, réalisée de 20h00 à 23h00 sur la durée du marché,

**CONSIDERANT** que l'ajout de ces deux prestations entraîne :

- un ajout de 2 prix nouveaux à hauteur de 304 095 € HT sur la durée du marché, soit une augmentation de 0.31% du montant total du marché initial,
- l'ajout de l'article 7.3 portant sur les modalités de d'exécution et de suivi des prestations de désinsectisation,
- la modification de l'article 10.5.2 du CCTP en y ajoutant les modalités de ladite prestation de désinfection,
- la substitution de l'article 10.5.3 du CCTP prévoyant la prestation de collecte des cartons réalisée de 20h00 à 23h00 au prestataire, en remplacement de la prestation des opérations de collecte d'encombrants (O.C.E.) effectuée jusqu'alors par le même prestataire, sans impact financier,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** l'avenant 1 au marché 14RL23.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que l'avenant prend effet à compter de la date de sa notification.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget principal 2024 et suivants sur les opérations concernées de l'antenne de Toulon, section Fonctionnement.

La présente Décision sera

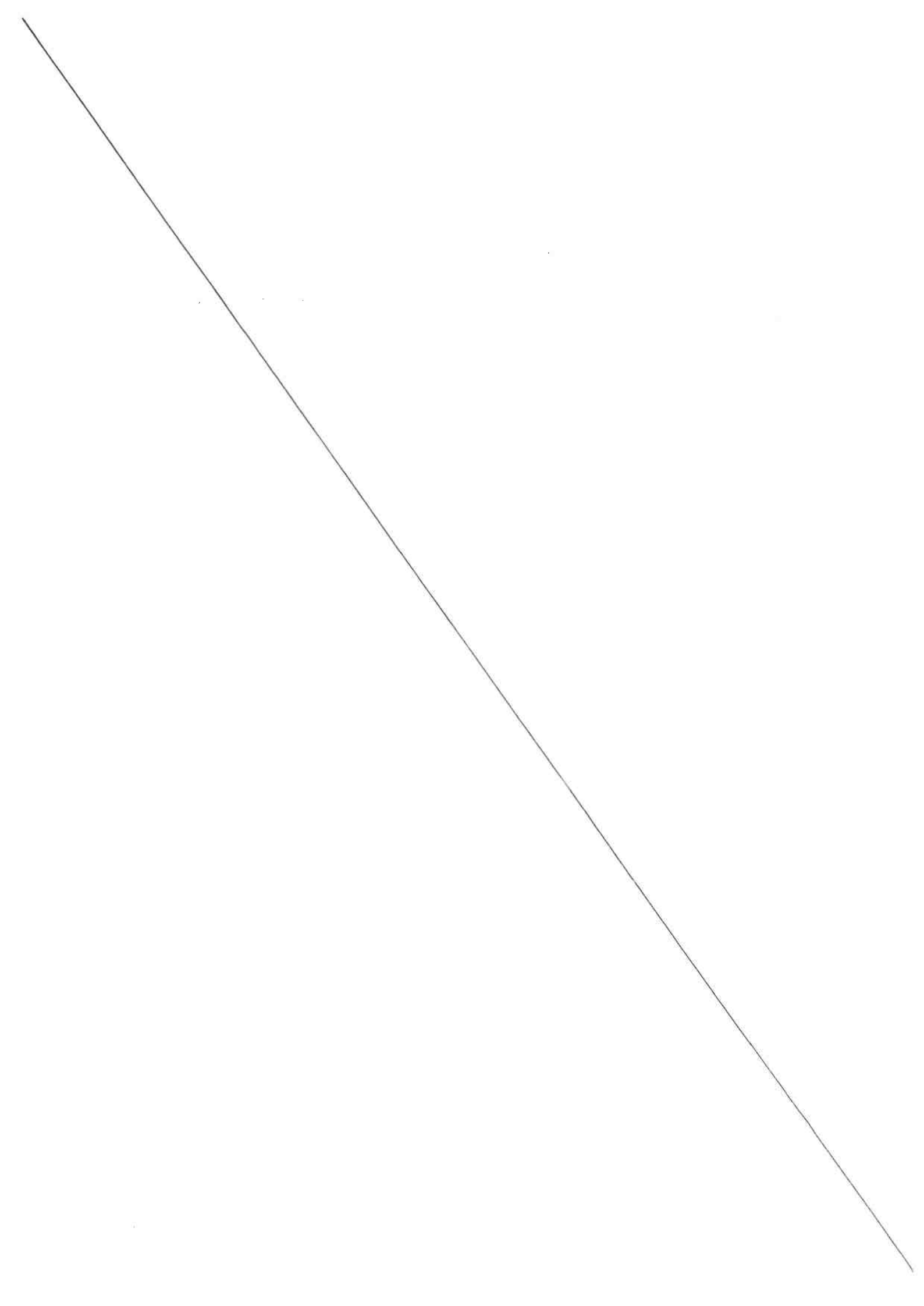
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 20 NOV. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







## MARCHE N° 14RL23

### MARCHE DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES RESIDUELLES ET RECYCLABLES POUR LES BESOINS DU TERRITOIRE METROPOLITAIN DE TOULON

#### AVENANT N° 1

#### A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE

<b>Collectivité</b>	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN le Président en exercice, dûment habilité,
<b>Direction :</b>	Direction de la Collecte et de la Valorisation des Déchets et du Développement Durable Sous-Direction Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés,
<b>Titulaire du marché :</b>	SA DRAGUI-TRANSPORTS, représenté par M. BALSE Frédéric, b.etudes@pizzorno.com,
<b>Date de notification :</b>	12/04/2023,
<b>Montant initial du marché :</b>	TF : 64 048 568,28 € HT TO 1 : 30 000,00 € HT PO : 434 430,70 € HT CR : 33 298 194,24 € HT Soit un total de 97 811 193,22 € HT sur 6 ans,
<b>Imputation budgétaire :</b>	Budget principal 2023 et suivants sur les opérations concernées de l'antenne de Toulon, section Fonctionnement,
<b>Nature de l'acte modifiant le marché :</b>	Ajout de prix nouveaux, modification du prix C 3.4 de la DPGF TF et modification du CCTP,

**Annexes :**

- BPUC valant DEC modifié
- CCTP modifié
- DPGF TF modifiée

## ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

Monsieur Frédéric BALSE agissant au nom et pour le compte de la SA DRAGUI-TRANSPORTS,

## IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

### B - OBJET DE L'AVENANT

#### Article 1 Ajout de prix nouveaux

Afin de pouvoir garantir la salubrité publique, il convient à ce jour d'ajouter une prestation de désinfection des dépôts d'encombrants infestés par les punaises de lit sur la durée du marché entraînant l'ajout d'un prix nouveau relatif à la prestation de désinfection.

En conséquence, il s'avère nécessaire d'ajouter 2 prix au BPU valant DEC et procéder à l'ajout d'une part de l'**article 7.3.** suivant :

#### Article 7.3 - Modalités d'exécution et de suivi des prestations de désinsectisation :

*Cf BPUC valant DEC PO - Prix nouveaux PN1-1 et PN1-2*

Les prestations seront activées sur simple appel et/ou constat lors des tournées de collecte d'encombrants (cf article 10.5.2) et seront rémunérés sur la base des quantités réellement exécutées dans le respect des prix nouveaux *PN1-1 et PN1-2*

ET d'autre part à la modification de l'**article 10.5.2 du CCTP** afin de prévoir l'ajout de ladite prestation de désinfection des encombrants infestés par des nuisibles telle qu'est ajouté le paragraphe suivant :

« *Cf. BPUC valant DEC Prix PN1 (PN1-1 et 1-2)* »

Au cours de sa tournée, le Titulaire pourra découvrir des encombrants dont la liste est définie à l'article 6.2.5 du CCTP, infestés de punaises de lit ou de cafards entre autres. Le Titulaire devra avec les moyens qu'il juge adaptés réaliser en amont de la collecte, lorsque cela est nécessaire, la désinsectisation d'objets découverts afin de préserver l'intégrité physique des agents en charge de la collecte des encombrants sur la voie publique et de garantir la salubrité publique. »

ET de procéder à la modification de l'**article 10.5.3 du CCTP** afin de prévoir la prestation de collecte des cartons réalisée de 20h00 à 23h00 au prestataire, en remplacement de la prestation des

opérations de collecte d'encombrants (O.G.C.) effectuée jusqu'alors par le même prestataire telle qu'a été substitué le paragraphe suivant :

« Cf. DPGF Prix C3-4

Le titulaire assurera la collecte du carton des professionnels, effectuée en vrac dans des bacs dédiés. Cette collecte se déroulera en C5, de 20h00 à 23h00, afin de garantir une gestion efficace des déchets tout en minimisant les perturbations liées à l'activité quotidienne des entreprises. »

## Article 2 Incidence financière-ajout de prix

Le présent avenant n°1 a une incidence financière sur le montant du marché.

Ajout de 2 prix nouveaux, tel que :

N° PRIX	DESIGNATION	Unités	Qtte sur 54 mois*	Prix unitaire €HT	Montant total HT	TX TVA	MONTANT €TTC
PN 1	Désinsectisation curative d'un encombrant infesté sur la voie publique						
PN1-1	Pour 1 seul encombrant sous 24h	Unité	1500	94,25 €	141 375,00 €	20%	169 650,00 €
PN1-2	Pour 3 encombrants ou plus encombrant- sous 24h	Unité	1000	162,72 €	162 720,00 €	20%	195 264,00 €
					304 095,00 €	20%	364 914,00 €

Le remplacement de la prestation OGC par la collecte du carton des professionnels n'a pas d'incidence financière sur le marché.

Aussi, le montant introduit par l'avenant n°1 est de : **304 095.00€ HT (54 mois à compter du 1er novembre 2024) :**

DESCRIPTIF	Montant HT
Avenant n°1 – Ajout de prix nouveau sur la durée du marché	304 095.00€
Montant HT Offre initiale (OI) TF	64 048 568.28 €
Montant Total HT (TF) après ajout prix nouveau	64 352 663.28 €
Montant Total HT du marché (TF + TO + PO + CR)	97 811 193.22 €
Montant total HT du marché après ajout prix nouveaux	98 115 288.22 €

### Article 3 Délais

Le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence sur les délais.

### Article 4 Application des clauses du marché modifié

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant 1, lesquelles prévalent en cas de différence.

### Article 5 Date d'effet

Le présent avenant n°1 prend effet à compter de sa date de notification.

#### C - SIGNATURES

Fait à Toulon, le 19 octobre 2024

Pour la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée  
Le Directeur général adjoint des services

Pour la SA DRAGUI-TRANSPORTS

Claude WEISSE

Frédéric BALSE

  
**DRAGUI TRANSPORTS**  
109 Rue Jean Aicard  
83300 DRAGUIGNAN  
Tél. : 04 94 50 50 50  
SA au capital de 153 149,98 €  
SIRET : 722 850 070 00177 RC : 72 B 7



				OFFRE DRAGUI-TRANSPORTS			
N° PRIX	DESIGNATION	Unités	Qtte sur 6 ans	Prix unitaire €HT	Montant total HT	TX TVA	MONTANT €TTC
DPOF / TRANCHE FERME							
CHAP A	PRECOLLECTE						
A1	GESTION PARC CONTENEURS OMR et TRI						
A1-1	Achat et Maintien en bon état du parc de Bacs OMR et TRI (fourniture et entretien) hors primo dotation <i>cf. CCTP / Article 9.1</i>	forfait mensuel	72	13 704,22 €	986 703,84 €	20%	1 184 044,81 €
A1-2	Lavage des bacs et des abris à bacs en sous-sols <i>cf. CCTP / Article 9.2</i>	forfait mensuel	72	8 550,61 €	615 643,92 €	10%	677 208,31 €
A1-3	Lavage des bacs OMR et TRI dits de Voies publiques <i>cf. CCTP / Article 9.3</i>	forfait mensuel	72	2 850,20 €	205 214,40 €	20%	246 257,28 €
A2	Nettoyage, pompage, désinfection et désinsectisation ASCENSEURS A BACS <i>cf. CCTP / Article 9.4</i>	forfait mensuel	72	10 169,85 €	732 229,20 €	20%	878 675,04 €
CHAP B	COLLECTE ET EVACUATION des OMR						
B1	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pâp et points de regroupement en C7 sans CS						
B1-1	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pâp et points de regroupement en C7 - HYPER-CENTRE <i>cf. CCTP / Article 10.1</i>	forfait mensuel	72	75 089,87 €	5 406 470,64 €	10%	5 947 117,70 €
B1-2	Collecte et évacuation des OMR en pâp et points de regroupement en C7 - LA MITRE <i>cf. CCTP / Article 10.2</i>	forfait mensuel	72	11 624,79 €	851 384,88 €	10%	936 523,37 €
B1-3	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pâp et points de regroupement en C7 - LA RODE <i>cf. CCTP / Article 10.3</i>	forfait mensuel	72	30 815,07 €	2 218 685,04 €	10%	2 440 553,54 €
B1-4	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pâp et points de regroupement en C7 - SAINT-JEAN <i>cf. CCTP / Article 10.4</i>	forfait mensuel	72	37 315,46 €	2 686 713,12 €	10%	2 955 384,43 €
B1-5	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pâp et points de regroupement en C7 - PONT DU LAS <i>cf. CCTP / Article 10.5</i>	forfait mensuel	72	36 214,60 €	2 607 451,20 €	10%	2 868 196,32 €
B1-6	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pâp et points de regroupement en C7 - MOURILLON <i>cf. CCTP / Article 10.6</i>	forfait mensuel	72	17 362,53 €	1 250 102,16 €	10%	1 375 112,38 €
B2	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pâp et points de regroupement en C4 <i>cf. CCTP / Article 10.7</i>	forfait mensuel	72	315 779,99 €	22 736 159,28 €	10%	25 009 775,21 €
B3	Repassé Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en "dépôts sauvages" / sur signallement secteur Centre-ville/ Hyper-centre" <i>cf. CCTP / Article 10.8</i>	forfait mensuel	72	101 540,45 €	7 310 912,40 €	10%	8 042 003,64 €
B4	Collecte "estivale" (sur 5 mois du 1 <sup>er</sup> mai au 30 septembre inclus) et transport vers l'exutoire des OMR en pâp et points de regroupement en C7 sur secteur Mourillon (quartier et plages) et sites de fortes productions dues aux fréquentations estivales <i>cf. CCTP / Article 10.9</i>	forfait mensuel	30	18 888,62 €	566 658,60 €	10%	623 324,46 €
B5	Collecte et transport vers l'exutoire des déchets des marchés provençaux <i>cf. CCTP / Article 10.10</i>	forfait mensuel	72	20 915,74 €	1 506 005,28 €	10%	1 656 606,81 €
CHAP C	COLLECTE SELECTIVES						
C1	Collecte et transport vers l'exutoire Papiers - Cartons en pâp et points de regroupement secteur C4 en OMR en C1 (même jour) <i>cf. CCTP / Article 10.11</i>	forfait mensuel	72	42 802,97 €	3 081 813,84 €	5,5%	3 251 313,60 €
C2	Collecte et transport vers l'exutoire "Emballages ménagers (bouteilles et flacons en plastique)" en pâp et points de regroupement secteur C4 en OMR en C1 même jour <i>cf. CCTP / Article 10.12</i>	forfait mensuel	72	42 802,97 €	3 081 813,84 €	5,5%	3 251 313,60 €
C3	Collecte et transport vers l'exutoire Encombrants en pâp et points de regroupement <i>cf. CCTP / Article 10.13</i>						
C3-1	Collecte et transport vers l'exutoire Encombrants dans le secteur C7 Hyper-Centre sur RDV et Signalements <i>cf. CCTP / Article 10.13.1</i>	forfait mensuel	72	33 056,40 €	2 380 060,80 €	5,5%	2 510 964,14 €
C3-2	Collecte et transport vers l'exutoire Encombrants autres secteurs sur RDV et Signalement <i>cf. CCTP / Article 10.13.2</i>	forfait mensuel	72	43 651,33 €	3 142 895,76 €	5,5%	3 315 755,03 €
C3-3	Collecte et transport vers l'exutoire Encombrants en points de regroupement selon stipulation <i>cf. CCTP / Article 10.13.3</i>	forfait mensuel	72	15 026,04 €	1 081 874,88 €	5,5%	1 141 378,00 €
C3-4	Collecte du carton des professionnels <i>cf. CCTP / Article 10.13.4</i>	forfait mensuel	72	8 882,48 €	639 538,56 €	5,5%	674 713,18 €
C4	Collecte et transport vers l'exutoire du bois propre et des cartons des marchés provençaux <i>cf. CCTP / Article 10.14</i>	forfait mensuel	72	13 336,62 €	960 236,64 €	5,5%	1 013 049,86 €
MONTANTS TOTAL TF					64 048 568,28 €		69 999 269,31 €

03



**Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) valant Détail Estimatif Contractuel (DEC) sur 72 mois**

				DRAGUI-TRANSPORTS			
N°Prix	Désignation prestations	Unité	Quantité (est)	Prix unitaire et forfaitaire en € H.T (PUF)	Montant total en € H.T (Q*PUF)	Montant total HT en € TTC (Q*PUF TTC)	Taux de TVA en % (TVA)
1	Mise à disposition d'un équipage de 2 personnes et d'une BOM pour une collecte ponctuelle - Jours semaine	Journée	1	906,40 €	36 256,00 €	43 430,70 €	20%
2	Mise à disposition d'un équipage de 2 personnes et d'une BOM pour une collecte ponctuelle - Dimanches et Jours Fériés	Journée	1	1 113,00 €	35 816,00 €	42 971,00 €	13%
3	Mise à disposition d'un équipage de 2 personnes et d'un camion plateau pour une collecte ponctuelle - Jours semaine	Journée	1	857,10 €	21 027,20 €	25 128,90 €	20%
4	Mise à disposition d'un équipage de 2 personnes et d'un camion plateau pour une collecte ponctuelle - Dimanches et Jours Fériés	Journée	1	906,50 €	25 811,20 €	30 982,40 €	20%
5	Nettoyage d'un dispositif de bacs en sous-sol supplémentaire en cas d'adjonction sur le périmètre technique selon stipulations de l'article 7.1.3 du CCTP	Unité	1	72,30 €	2 313,60 €	2 776,30 €	20%
6	Nettoyage d'un dispositif de bacs en sous-sol supplémentaire hors opération programmée	Unité	1	106,45 €	7 591,50 €	9 109,80 €	20%
7	Mise à disposition des matériels pour nettoyage, désinfection et désinsectisation des locaux publics	Unité	1	8 355,00 €	267 360,00 €	320 832,00 €	20%
8	Pompage supplémentaire d'un système d'ascenseur à bac	m3	1	106,82 €	38 455,20 €	46 146,20 €	20%
PN 1	Désinsectisation curative d'encombrants infestés sur la voie publique ART 10.5.						
PN 1-1	Pour 1 smil encombrant sous 24h	unité	1 000	34,23 €	141 275,00 €	169 030,00 €	20%
PN 1-2	Pour 3 encombrants ou plus encombrant sous 24h	unité	1 000	162,72 €	162 720,00 €	195 264,00 €	20%

	Montant total en € H.T	Montant total en € T.T.C	Montant TVA en €
<b>TOTAL MONTANT INITIAL PRESTATIONS PONCTUELLES SUR OS</b>	<b>434 430,70 €</b>	<b>489 310,79 €</b>	<b>54 880,09 €</b>

	Montant total en € H.T	Montant total en € T.T.C	Montant TVA en €
<b>TOTAL MONTANT AVENANT 1 PRESTATIONS DESINSECTISATION sans OS</b>	<b>304 095,00 €</b>	<b>364 914,00 €</b>	<b>60 819,00 €</b>

	Montant total en € H.T	Montant total en € T.T.C	Montant TVA en €
<b>TOTAL MONTANT DEC PRESTATIONS PONCTUELLES AVT 1</b>	<b>738 525,70 €</b>	<b>854 224,79 €</b>	<b>115 699,09 €</b>

DESCRIPTIF			Montant HT Offre initiale (OI + TO Affermies)	Montant HT Avenant 1 (AV1)	Montant HT OI + TO Avenant 1 (AV1)
Total DPFG TF du marché initial			64 048 568,28 €		64 048 568,28 €
Total DPFG TO non affermie	30 000,00 €		- €		- €
Total BPUF valant DEC			434 430,70 €		434 430,70 €
Total CR	33 298 194,24				
Montant avenant 1 augmentation du DEC				304 095,00 €	304 095,00 €
Montant Total HT sur la durée du marché			64 482 998,98 €	304 095,00 €	64 787 093,98 €
% augmentation du marché				0,47%	

DESCRIPTIF			Montant HT Offre initiale (OI + TO Affermies)	Montant HT Avenant 1 (AV1)	Montant HT OI + TO Avenant 1 (AV1)
Total DPFG TF du marché initial			64 048 568,28 €		64 048 568,28 €
Total DPFG TO non affermie	30 000,00 €		30 000,00 €		30 000,00 €
Total BPUF valant DEC			434 430,70 €		434 430,70 €
Total CR	33 298 194,24		33 298 194,24 €		33 298 194,24 €
Montant avenant 1 augmentation du DEC				304 095,00 €	304 095,00 €
Montant Total HT sur la durée du marché			97 811 193,22 €	304 095,00 €	98 115 288,22 €
% augmentation du marché				0,31%	



Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) valant Détail Estimatif Contractuel (DEC) sur 72 mois

N°Prix	Désignation prestations	Unité	Quantité (Q)*	DRAGUI-TRANSPORTS			
				Prix unitaire et forfaitaire en € H.T (PUF)	Montant total en € H.T (Q*PUF)	Montant total en € TTC (Q*PUF*TVA)	Taux de TVA en % (TVA)
1	Mise à disposition d'un équipage de 2 personnes et d'une BOM pour une collecte ponctuelle - Jours semaine	Journée	40	906,40 €	36 256,00 €	39 861,80 €	10%
2	Mise à disposition d'un équipage de 2 personnes et d'une BOM pour une collecte ponctuelle - Dimanches et Jours Fériés	Journée	32	1 113,00 €	35 616,00 €	39 177,60 €	10%
3	Mise à disposition d'un équipage de 2 personnes et d'un camion plateau pour une collecte ponctuelle - Jours semaine	Journée	30	657,10 €	21 027,20 €	23 129,92 €	10%
4	Mise à disposition d'un équipage de 2 personnes et d'un camion plateau pour une collecte ponctuelle - Dimanches et Jours Fériés	Journée	32	806,60 €	25 811,20 €	28 392,32 €	10%
5	Nettoyage d'un dispositif de bacs en sous-sol supplémentaire en cas d'adjonction sur le périmètre technique selon stipulations de l'article 7.1.3 du CCTP.	Unité	32	72,30 €	2 313,60 €	2 544,96 €	10%
6	Nettoyage d'un dispositif de bacs en sous-sol supplémentaire hors opération programmée	Unité	30	108,45 €	7 591,50 €	8 350,65 €	10%
7	Mise à disposition des matériels pour nettoyage, désinfection et désinsectisation des locaux d'habitat publics	Unité	32	8 355,00 €	267 360,00 €	294 096,00 €	10%
8	Pompage supplémentaire d'un système d'ascenseur à bac	m3	360	106,82 €	38 455,20 €	42 300,72 €	10%
PN 1	Désinsectisation curative d'encombrants infestés sur la voie publique ART 10,5,						
PN 1-1	Pour 1 seul encombrant sous 24h	unité	1 500	94,25 €	141 375,00 €	155 512,50 €	10%
PN 1-2	Pour 3 encombrants ou plus encombrant sous 24h	unité	1 000	162,72 €	162 720,00 €	178 992,00 €	10%

	Montant total en € H.T	Montant total en € T.T.C.	Montant TVA en €
TOTAL MONTANT INITIAL PRESTATIONS PONCTUELLES SUR OS	434 430,70 €	489 310,79 €	54 880,09 €

	Montant total en € H.T	Montant total en € T.T.C.	Montant TVA en €
TOTAL MONTANT AVENANT 1 PRESTATIONS DESINSECTISATION sans OS	304 095,00 €	364 914,00 €	60 819,00 €

	Montant total en € H.T	Montant total en € T.T.C.	Montant TVA en €
TOTAL MONTANT DEC PRESTATIONS PONCTUELLES AVT 1	738 525,70 €	854 224,79 €	115 699,09 €



[www.metropoleTPM.FR](http://www.metropoleTPM.FR)

## MARCHÉS PUBLICS

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P. MODIFIÉ PAR AVENANT N°1)

**Prestations de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le  
territoire de la Ville de Toulon et l'ouest de Toulon Provence  
Méditerranée**

**Pouvoir Adjudicateur : Coordonnateur du Groupement**

---

**Métropole Toulon Provence Méditerranée : Hôtel de la Métropole**  
107 boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 9

**Représentant du Pouvoir Adjudicateur**

---

**Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

# Sommaire

<b>ARTICLE 1</b>	<b>CONTENU DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
Article 1.1	Objet du marché	4
Article 1.2	Réalisation des prestations	5
Article 1.3	Durée du marché ou délais d'exécution	5
Article 1.4	Tranche optionnelle	5
Article 1.5	Variantes	5
<b>ARTICLE 2</b>	<b>PRESENTATION DU SECTEUR D'INTERVENTION</b>	<b>6</b>
Article 2.1	Périmètre d'intervention	6
Article 2.2	Données sur la population toulonnaise	7
Article 2.3	Données sur l'habitat toulonnais	7
<b>ARTICLE 3</b>	<b>OBJECTIFS A ATTEINDRE PAR LA PRESTATION DE COLLECTE</b>	<b>7</b>
Article 3.1	Objectifs principaux	8
Article 3.2	Autres objectifs à respecter	8
<b>ARTICLE 4</b>	<b>QUANTITES DE DECHETS COLLECTES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>NORMES ET DOCUMENTS TECHNIQUES DE REFERENCE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6</b>	<b>DEFINITION DES MATERIAUX A COLLECTER ET MODE DE PRESENTATION</b>	<b>11</b>
Article 6.1	Préambule	11
Article 6.2	Déchets ménagers et assimilés	12
<b>ARTICLE 7</b>	<b>CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS OCCASIONNELLES ET CLAUSES DE REEXAMEN</b>	<b>16</b>
Article 7.1	Prestations occasionnelles	16
Article 7.2	Clauses de réexamen	18
<b>ARTICLE 8</b>	<b>PREPARATION A LA REALISATION DU MARCHÉ</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>PRE-COLLECTE</b>	<b>21</b>
Article 9.1	Maintenance du parc de bacs	22
Article 9.2	Prescriptions techniques pour le lavage des bacs et des abris à bacs en sous-sol (ascenseurs à bac)	24
Article 9.3	Lavage des bacs à déchets ménagers dits de « voies publiques »	25
Article 9.4	Nettoyage, pompage, désinfection et désinsectisation des dispositifs des bacs en sous-sol	26
<b>ARTICLE 10</b>	<b>COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES</b>	<b>28</b>
Article 10.1	Prescriptions générales	28
Article 10.2	Collecte du flux OMR	32
Article 10.3	Collecte des marchés provençaux	33
Article 10.4	Collecte des flux TRI	34
Article 10.5	Collecte des encombrants	35

<b>ARTICLE 11 ACCUEIL - RECLAMATION</b>	<b>36</b>
<b>ARTICLE 12 CONTROLE DE LA QUALITE DES PRODUITS COLLECTES</b>	<b>38</b>
Article 12.1 Lors de la collecte sélective	38
Article 12.2 Au centre de tri	38
<b>ARTICLE 13 ÉVACUATION ET DECHARGEMENTS</b>	<b>39</b>
Article 13.1 Lieux de vidage des déchets	39
Article 13.2 Modalités de déchargement	40
Article 13.3 Modification du lieu de vidage en cours de marché	40
<b>ARTICLE 14 DIRECTION DES PRESTATIONS</b>	<b>41</b>
<b>ARTICLE 15 MOYENS HUMAINS</b>	<b>41</b>
Article 15.1 Moyens en personnel	41
Article 15.2 Relations entre Toulon Provence Méditerranée et les agents du Titulaire	41
Article 15.3 Chauffeurs et ripeurs, personnels d'entretien des véhicules	42
Article 15.4 Formation des agents de collecte	43
Article 15.5 Tenue des agents	43
<b>ARTICLE 16 MOYENS MATERIELS</b>	<b>44</b>
Article 16.1 Conditions imposées au matériel de collecte	44
Article 16.2 Acceptation des véhicules par la Collectivité	46
Article 16.3 Entretien et Maintenance	46
Article 16.4 Équipement de suivi et transmission d'information en temps « réel » des véhicules	46
Article 16.5 Identification au nom de la Collectivité	47
Article 16.6 Locaux d'exploitation	48
<b>ARTICLE 17 AUTRES ASPECTS REGLEMENTAIRES NON EVOQUES PAR AILLEURS</b>	<b>49</b>
<b>ARTICLE 18 COORDINATION AVEC LES AUTRES PRESTATAIRES</b>	<b>49</b>
<b>ARTICLE 19 INFORMATION ET TRANSPARENCE</b>	<b>50</b>
Article 19.1 Suivi journalier	50
Article 19.2 Rapport mensuel	50
Article 19.3 Rapport annuel	51
<b>ARTICLE 20 CONTROLE DE LA QUALITE DU SERVICE EFFECTUE</b>	<b>53</b>
Article 20.1 Principes généraux	53
Article 20.2 Organisation du contrôle	53
Article 20.3 Autocontrôle	54



# Article 1 Contenu du marché

## Article 1.1 Objet du marché

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (désignée par : « la Métropole » dans la suite) a été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle regroupe 12 communes.

Le présent marché concerne les prestations suivantes :

- La pré-collecte :
  - La maintenance partielle du parc de bacs destinés à la collecte des déchets ménagers et assimilés et aux différentes collectes sélectives, y compris la fourniture des autocollants nécessaires au respect des objectifs de résultat fixés.  
*A noter que la mise en place (primo-distribution) des bacs et leur achat sont réalisés par Toulon Provence Méditerranée.*
  - Le lavage des bacs à déchets ménagers dits de « voies publiques », c'est à dire non affectés à un usager identifié,
  - Le nettoyage, pompage, désinfection et désinsectisation des dispositifs des bacs en sous-sol,
- La collecte en porte à porte et le transport jusqu'aux centre de traitement indiqués à l'Article 13 des flux suivants :
  - OMR
  - Papiers – Cartons (cartons et papiers à usages graphiques)
  - Emballages ménagers (bouteilles et flacons plastiques, alu et métaux)
  - Encombrants
  - Déchets issus des marchés provençaux y compris le bois et les cartons
  - Encombrants (tous les flux sont concernés) des Opérations de Grande Collecte (OGC)
- Quelques opérations ponctuelles sur le secteur de Toulon (cf. BPUF valant DEC) :
  - Collecte en renfort dans le périmètre à l'aide d'un équipage et d'un véhicule de collecte adapté à la demande.
  - Nettoyage d'un dispositif de bacs en sous-sol supplémentaire (en cas d'adjonction sur le périmètre technique et hors opérations programmées)
  - Pompage par m<sup>3</sup> supplémentaire lors d'interventions spécifiques (hors interventions planifiées d'entretien)
  - Nettoyage, pompage, désinfection et désinsectisation des locaux-poubelles publics.

## Article 1.2 Réalisation des prestations

---

Le Titulaire est réputé connaître les caractéristiques de son marché. A ce titre, il ne peut pas se prévaloir des erreurs ou omissions qui peuvent apparaître pour prétendre à une quelconque indemnité et ne pas exécuter sa mission.

Le Titulaire devra notamment accomplir ses prestations avec :

- L'obligation de mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaire au respect des objectifs de résultats définis pour ce présent marché, en particulier de pouvoir disposer des véhicules au bon gabarit pour collecter l'ensemble des rues de la Ville,
- L'obligation de respecter le volume minimal de prestation pour lequel il s'est engagé,
- Le souci de qualité du service rendu aux usagers,
- Le respect de la transmission des informations à Toulon Provence Méditerranée.

Le Titulaire est informé que la prestation est soumise à la Convention collective nationale des activités du déchet et que l'actuel Titulaire est couvert par cette convention qui impose de reprendre, à tout le moins, le personnel non-cadre, maîtrise comprise, affecté antérieurement au marché concerné. Les conditions de reprise éventuelle sont indiquées dans le CCAP.

## Article 1.3 Durée du marché ou délais d'exécution

---

Le début et la durée du marché sont indiqués à l'article 3 de l'acte d'engagement.

## Article 1.4 Tranche optionnelle

---

*Cf. DPGF Prix E- TO 001*

Le marché fait l'objet d'une tranche optionnelle (TO) suivante :

- TO1 : Etude visant à l'optimisation des collectes sur le périmètre de l'antenne métropolitaine de Toulon/Le Revest (TOULON)

Cette tranche consiste à étudier les modalités de :

- La mise en place de la CS dans les secteurs C7 hors hyper-centre et son impact sur la fréquence de collecte OMR,
- L'optimisation des collectes dans les secteurs C4 (OMR).

## Article 1.5 Variantes

---

Les variantes ne sont pas autorisées.

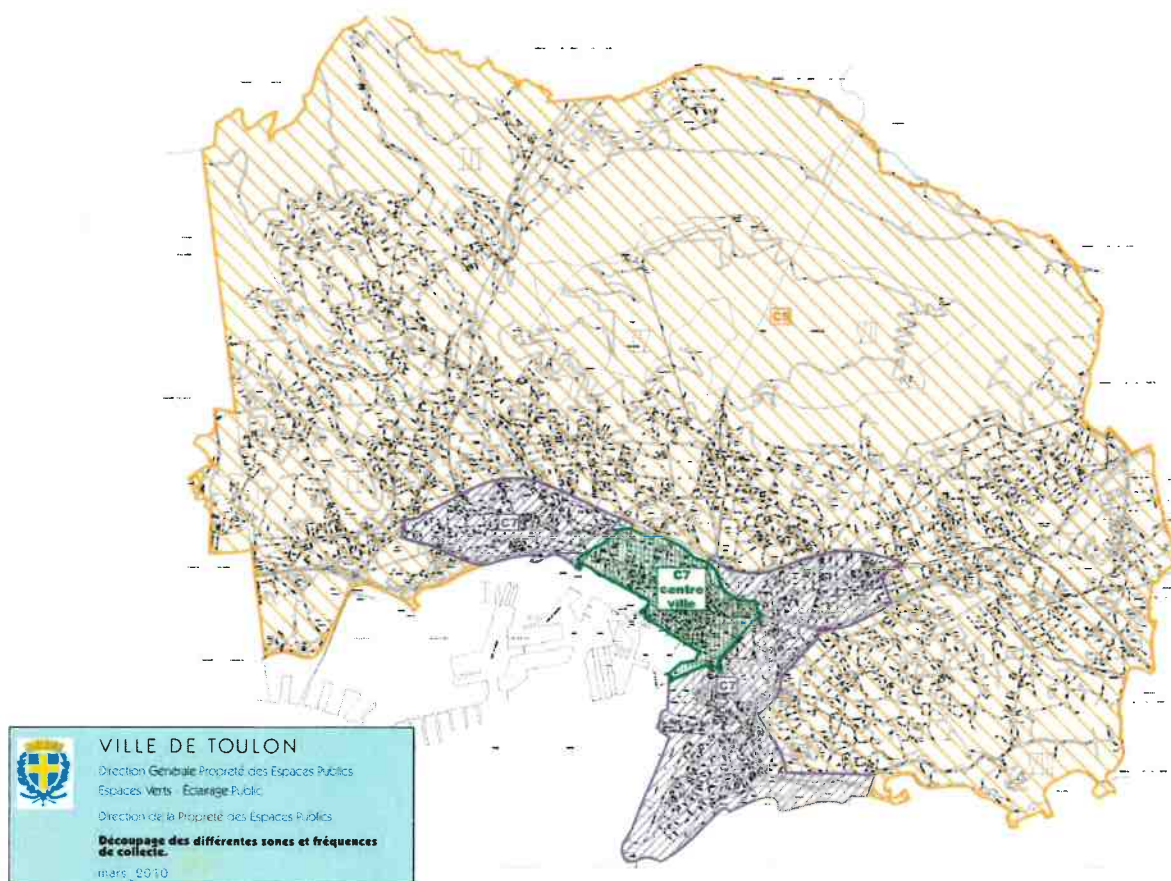
## Article 2 Présentation du secteur d'intervention

### Article 2.1 Périmètre d'intervention

La collecte des déchets ménagers et assimilés s'exerce sur l'ensemble du territoire de la commune de Toulon, soit une superficie de 42,84 km<sup>2</sup>. Le marché de collecte porte sur :

- L'ensemble des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique de la Ville de Toulon
- Les voies privées fermées à la circulation publique : la collecte s'effectuera à l'intérieur de ces voies, sauf opposition expresse du ou des propriétaire(s) privé(s) concerné(s),
- Les voies privées matériellement fermées à la circulation publique : la collecte s'effectuera en amont de l'installation de fermeture, sauf accord contraire entre la Collectivité et le ou le(s) propriétaire(s) privé(s) concerné(s).

La sectorisation pourra évoluer au cours du marché à la demande de Toulon Provence Méditerranée ou du Titulaire qui se concerteront afin de définir l'organisation la plus pertinente (cas de construction neuve, réaménagement de quartier, etc.).



Cartographie du territoire municipal et fréquences de collecte

## Article 2.2 Données sur la population toulonnaise

L'évolution de la population est donnée dans le tableau suivant :

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Population municipale	164 899	163 760	165 584	169 634	171 953	176 198	178 745
Compté à part	2 269	2 102	2 101	2 009	1 807	1 867	1 896
Population totale	167 168	165 862	167 685	171 643	173 760	178 065	180 641

## Article 2.3 Données sur l'habitat toulonnais

LOG T2 - Catégories et types de logements	2018	%
Ensemble	93 765	100
Résidences principales	86 824	92,6
Résidences secondaires et logements occasionnels	2 639	2,8
Logements vacants	4 302	4,6
Maisons	19 734	21
Appartements	73 599	78,5

## Article 3 Objectifs à atteindre par la prestation de collecte

Le programme du Titulaire inclut un nombre d'interventions nécessaires et suffisantes pour respecter les fréquences et objectifs fixés. Il procède à la collecte des déchets présentés par les usagers, y compris de façon anormale quelle qu'en soit la cause prévisible ou exceptionnelle, d'origine humaine (fréquentation supérieure à la normale, manifestation, accident, ...) ou autre (météorologique, ...).

Le Titulaire ne peut en aucun cas faire état du respect des demandes minimales pour se soustraire à l'obligation de résultat pour laquelle il s'est engagé.

## Article 3.1 Objectifs principaux

---

Pendant les horaires d'intervention fixés ci-dessous, le Titulaire organise, exécute et adapte en permanence son service pour que :

1. Après le passage des collectes (déchets ménagers et assimilés, collectes sélectives, encombrants) l'espace public soit exempt de déchets.
2. Les fréquences minimales de collecte imposées au présent C.C.T.P soient respectées, dans les espaces où la production de déchets nécessite des prestations de collecte supplémentaires,
3. Un contrôle visuel du contenu des bacs de collecte sélective soit exercé, que les bacs collectés soient conformes au guide de tri, que les bacs non conformes ne soient pas collectés, qu'un autocollant de refus de collecte pour contenu non-conforme y soit apposé et que les services de Toulon Provence Méditerranée soient immédiatement informés,
4. Après le passage des véhicules de collecte, les récipients de collecte des déchets soient vides, remisés au lieu initial de présentation (sans que le positionnement du conteneur ne présente de gêne pour la circulation des piétons et des véhicules), refermés et bloqués (lorsqu'ils sont pourvus d'un frein),
5. Les conteneurs soient réparés ou remplacés dans le délai de soixante-douze heures.

## Article 3.2 Autres objectifs à respecter

---

Pour atteindre le niveau de propreté globale souhaité, plusieurs objectifs concernant les résultats souhaités et les moyens engagés sont définis ci-dessous :

- Respecter l'ensemble des normes et réglementations en vigueur,
- Respecter les plannings d'interventions (circuits, sens de circulation, horaires de passage, durée d'intervention, etc.) proposés par le Titulaire et validés par les Services de Toulon Provence Méditerranée pendant la période de préparation et/ou modifiés en cours de marché, sous réserve de la passation d'un avenant,
- Respecter les modes opératoires qu'il a définis en début de marché,
- Exercer un contrôle interne permanent visant l'amélioration continue de la qualité du service rendu (recherche de non-conformité, développement de solutions visant à les résoudre durablement, repérage des dépôts non-conformes, etc.),
- Transmettre les informations sur le déroulement du service en toute transparence (mise en œuvre du système GPS, rapports demandés au CCAP, etc.),
- Respecter ses protocoles de sécurité. Ces protocoles sont remis à la Collectivité pendant la période de préparation.
- Respecter les protocoles de sécurité ou les règlements intérieurs des lieux d'intervention et de déchargement. Ces protocoles seront remis au Titulaire pendant la période de préparation.



## Article 4 Quantités de déchets collectés

Les quantités de déchets ménagers et assimilés, présentées ci-après, sont données à titre indicatif et n'ont aucune valeur contractuelle. La ventilation de ces tonnages correspond aux schémas techniques qui correspondent à la prestation actuelle et à celle demandée dans ce marché.

EVOLUTION DE LA QUANTITE DE DECHETS COLLECTES en T							
OMR				ENCOMBRANTS (Encombrant en mélange, DEEE, FER)			
2018	2019	2020	2021	2018	2019	2020	2021
69 846	62 500	61 500	62 800	2900 T	2 800	2 600	2 500

EVOLUTION DE LA QUANTITE DE DECHETS COLLECTES en T							
COLLECTE SELECTIVE PAPIER CARTON				COLLECTE SELECTIVE PLASTIQUE			
2018	2019	2020	2021	2018	2019	2020	2021
2 281	2 245	2 250	2 200	430	440	460	460

*A noter que les consignes de tri ont évolué notamment sur la collecte sélective plastiques avec le passage aux extensions de consignes de tri (plastiques, alu et métaux) depuis le 1<sup>er</sup> Mars 2022 (cf. Article 6.2.2).*

## **Article 5 Normes et documents techniques de référence**

Le présent CCTP fait référence aux principaux textes réglementaires et autres référentiels techniques suivants (liste indicative et non exhaustive). Le Titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière de gestion des déchets et réglementation du travail. Les obligations du marché doivent être exécutées par le Titulaire conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et aux règles de l'art dans le souci de garantir l'hygiène et la salubrité publiques, les droits des tiers et la préservation de l'environnement.

### **Codes, lois et règlements :**

- Code de l'environnement,
- Loi du 3 août 2009, de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dite loi Grenelle 1,
- Loi du 12 juillet 2010, portant "engagement national pour l'environnement" dite Grenelle 2,
- Code général des collectivités territoriales,
- Code de la commande publique,
- Code du travail,
- Décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement,
- Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres, ferrées ou navigables (dit arrêté « TMD »),
- Code de la route,
- Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe),
- Loi n°2015-992 du 17 août 2015 de transition énergétique pour la croissance verte,
- L'ordonnance du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets (n°2010-1579),
- Loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire (dite loi AGECE) du 11 février 2020.

### **Référentiels normatifs :**

- Norme NF EN 1501,
- Normalisation de la conteneurisation.

### **Référentiels locaux et autres textes de référence :**

- PRPGD,
- Règlement sanitaire départemental,
- Recommandation R-437 de la CNAMTS adoptée par le comité technique national des industries de transport et de manutention de la CNAMTS – « Règles de l'art pour prévenir les risques de la collecte des déchets ménagers »,
- Convention nationale fixant le programme d'actions de prévention spécifique aux entreprises exerçant leurs activités dans l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères et déchets industriels et commerciaux banals, l'assainissement, la collecte et l'enlèvement des déchets liquides et pâteux.

## **Article 6 Définition des matériaux à collecter et mode de présentation**

### **Article 6.1 Préambule**

Les matériaux, objets et résidus présentés à la collecte ne doivent pas, en raison de leur nature, de leur consistance, de leurs dimensions ou de leur poids, générer de sujétion technique particulière pour leur pré-collecte, leur collecte ou leur traitement.

Trier et valoriser ses déchets, au sens du Code de l'Environnement (Titre 4 du Livre 5, relatif aux déchets), en vue de leur collecte sélective aux fins de leur valorisation, constitue une obligation applicable à tout producteur de déchets. De ce fait, tout usager du Service Public de Gestion des Déchets (SPGD) est responsable du respect des dispositions en ce sens, du tri opéré par lui ou par d'autres sur ses déchets avant prise en charge par le collecteur, ainsi que des conséquences qui pourraient résulter du non-respect des consignes énoncées dans le Guide du tri pour ce qui concerne :

- La nature et les caractéristiques des déchets pris en charge
- Le tri de ces déchets en vue de leur collecte sélective ou de leur dépôt séparé
- Les conditions de leur pré-collecte et de leur collecte

Les déchets collectés, doivent correspondre aux règles et consignes dictées par les différents textes réglementaires rappelés à l'Article 5 . Le prestataire devra contrôler visuellement que les déchets qu'il ramasse correspondent à ces règles et seront conformes à l'exutoire et au traitement envisagé.

Il appartient au Titulaire d'appliquer cette consigne avec une grande attention afin de contrôler les matériaux présentés lors des collectes sélectives et s'assurer qu'ils soient conformes aux consignes de tri applicables.

Les différents flux de déchets à collecter par le Titulaire sur la Ville de Toulon sont les suivantes :

- OMR et déchets assimilés en porte à porte sur toute la ville
- Papiers – Cartons en porte à porte sur toute la ville
- Emballages ménagers (bouteilles et flacons en plastiques, alu et métaux) en porte à porte sur toute la ville
- Déchets des marchés provençaux (Lafayette / Pont du Las / Mourillon) y compris les cartons en coordination avec le Titulaire du marché de nettoyage
- Encombrants sur RDV et sur signalement sur toute la ville
- Encombrants (tous les flux sont concernés) des Opérations de Grande Collecte (OGC) organisées par la Ville, en coordination avec les services collecte de la régie métropolitaine



## Article 6.2 Déchets ménagers et assimilés

---

Les déchets ménagers et assimilés définis par le règlement de collecte de la Métropole sont constitués par :

- Les déchets produits par les ménages
- Les déchets produits par les activités économiques pouvant être collectés avec ceux des ménages, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, sans sujétions techniques particulières (article L 2224-14 du Code Général des Collectivités Territoriales). Il s'agit des déchets des entreprises (artisans, commerçants, etc.) et des déchets du secteur tertiaire (administrations, hôpitaux, etc.) collectés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

### Article 6.2.1 OMR et déchets assimilés

---

Les ordures ménagères comprennent les déchets (matériaux, objets et résidus) solides résultant de l'activité domestique des ménages dans le cadre de lieu d'habitation ou de résidence. Elles sont constituées par : les déchets ordinaires provenant de la préparation des aliments et du nettoyage normal des habitations, les déchets d'emballage des biens d'équipement et biens de consommation des ménages, les reliefs de repas, les débris de verre ou de vaisselle, les cendres, les poussières, les feuilles, les chiffons et les balayures.

Les déchets assimilés sont des déchets non ménagers assimilables aux déchets ménagers générés par des producteurs non-ménagers (personnes physiques ou morales installées pour l'exercice d'une activité économique, industrielle, commerciale, artisanale, administrative, tertiaire ou agricole) relevant exclusivement de la catégorie des déchets non dangereux<sup>1</sup>. Ce sont des déchets dont la nature, les caractéristiques chimiques, physiques et mécaniques (consistance, dimensions), la capacité de nuisance et la quantité produite les rapprochent des ordures ménagères, qui peuvent être éliminés (collectés et traités) par les mêmes voies que les ordures ménagères et dont la prise en charge et l'élimination par le Service Public de Gestion des Déchets n'implique pour celui-ci ni sujétion technique particulière ni risque pour la santé humaine ou l'environnement.

Il est interdit de verser ou de déposer ces déchets et matières dans les bacs mis à disposition par le Service Public de Gestion des Déchets. Ces déchets doivent, pour la plupart, être déposée en déchèterie.

---

<sup>1</sup> déchets dangereux : ce sont des déchets qui contiennent, en quantité variable, des éléments toxiques ou dangereux qui présentent des risques pour la santé humaine et l'environnement. La définition du déchet dangereux est donnée à l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Un déchet est classé dangereux s'il présente une ou plusieurs des 15 propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Ils peuvent être de nature organique (solvants, hydrocarbures), minérale (acides, boues d'hydroxydes métalliques) ou gazeuse

## **Article 6.2.2 Emballages ménagers (plastiques, alu et métaux)**

---

Depuis la mise en place des extensions de consignes de tri au 1<sup>er</sup> Mars 2022, le flux des emballages en plastique alu et en métal collecté dans le bac gris est composé des éléments ci-dessous :

### **Les sachets et films d'emballages**

- Sachets de chips
- Sachets de fromage râpé
- Sachets distribués dans les commerces
- Films alimentaires
- Films de packs d'eau ou de lait

### **Les petits métaux**

- Couverts de bocaux
- Capsules de café en aluminium
- Capsules de bouteilles
- Emballages de médicaments en aluminium
- Pots en métal
- Bougies chauffe-plat

### **Les pots et barquettes**

- Barquettes de beurre
- Barquettes de jambon
- Barquettes alimentaires
- Pots de crème fraîche
- Pots de yaourt
- Barquettes de viande
- Boîtes d'œufs en plastique

### **Les emballages métalliques**

- Canettes
- Bombes aérosol
- Boîtes de conserve
- Bouteilles de sirop
- Barquettes aluminium

### **Les flacons en plastique**

- Les bouteilles en plastiques
- Les bidons en plastique
- Les flacons en plastiques

Les produits doivent être vidés de leur contenu ; sont tolérés ceux ayant contenu des produits dangereux (toxiques, corrosifs, inflammables) à condition qu'ils soient vides et égouttés.

### Article 6.2.3 Papiers – Cartons

---

Le flux Papiers – Cartons sont des emballages en cartons et papiers à usages graphiques collectés dans les bacs jaunes est composé de :

- La fraction des emballages constitués de papier, de carton : boîtes de gâteaux, produits surgelés, packs de boissons, cartons de pizza ou de fast-food – préalablement vidés
- Les emballages pour les liquides alimentaires (briques de lait, jus de fruit, soupes) vidés de leur contenu
- La fraction des papiers à usages graphiques qui comprend : les journaux, revues, magazines, publicités, prospectus, enveloppes, catalogues et annuaires, courriers, lettres et impressions

A ce jour, les produits ci-dessous ne font pas partie de ce flux et leur dépôt est interdit dans les bacs jaunes :

- Les papiers spéciaux : papiers carbone, papiers autocopiants, papiers thermiques, calques, papiers sulfurisés (de cuisson)
- Les papiers peints, papiers décoratifs
- Les papiers, journaux, magazines et prospectus souillés (par de la nourriture, des produits gras, des produits chimiques, de la terre),
- Les articles d'hygiène.

### Article 6.2.4 Bois propre et Carton des marchés provençaux

---

Le flux des emballages non ménagers en bois propre et en carton est collecté au sein des marchés provençaux. Ces cartons doivent être préalablement vidés de tous déchets et des éléments de calages éventuels, et mis à plat.

### Article 6.2.5 Encombrants

---

Les déchets communément dénommés encombrants comprennent notamment les déchets d'équipement des ménages, d'équipement de la personne ainsi que divers produits et consommables ménager décrits comme suit :

- Les déchets produits par l'activité domestique des ménages qui, en raison de leur volume, de leur poids, de leurs caractéristiques physiques, chimiques ou géométriques ne peuvent être pris en charge par la collecte de proximité des ordures ménagères sans sujétions techniques particulières et notamment les flux décrits ci-dessous :
  - Objets métalliques
  - Carcasses métalliques de vélos, ferrailles diverses (à l'exclusion des déchets issus de véhicules automobiles hors d'usage)
  - Déchets volumineux (canapés, lits, ...)
  - Bois (petits meubles, bois de palette, etc.)
  - Plastique hors emballages ménagers (mobilier de jardin, jouets, etc.)
  - Autres équipements de la maison

- Les déchets qui font l'objet de dispositions législatives ou réglementaires particulières dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur (REP) :
  - REP DEEE (appareils ménagers électriques ou électroniques) :
    - Petit électroménager (robots et autres appareils portatifs de cuisine, de salle de bain)
    - Gros électroménager (congélateurs, réfrigérateurs, gazinières, cuisinières, plaques de cuisson, fours traditionnels et micro-ondes, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge)
    - Matériel hi-fi, vidéo, téléphonie, informatique
  - REP DEA :
    - Mobilier bois, métal et plastique, sommier, matelas, tapis (infestés ou non)

En complément des différents types de déchets décrits ci-dessus, le Titulaire assure la collecte des Déchets verts, des DDS / Pneumatiques et des Gravats exclusivement sur le périmètre hypercentre en C7.

Il est à noter que la nature des déchets encombrants pourra évoluer au cours du marché en fonction de l'évolution des différentes filières REP notamment.

Seuls les déchets encombrants relevant des catégories décrites ci-dessus sont collectés en porte à porte, les autres types d'encombrants, en particulier les gravats hors périmètre hypercentre en C7, devant être déposés sur l'un des exutoires définis à l'Article 13.1.

## **Article 7 Conditions particulières d'exécution des prestations occasionnelles et clauses de réexamen**

### **Article 7.1 Prestations occasionnelles**

Ces prestations feront l'objet d'un ordre de service de la part de la collectivité et seront rémunérées selon les prix unitaires portés au Bordereau des Prix Unitaires des prestations occasionnelles.

Suite à un ordre de service de la Métropole transmis par courrier électronique la prestation devra être réalisée dans un délai inférieur à 48 heures ou à la date fixée par la Métropole.

Ces prestations concernent :

#### **Article 7.1.1 Prestations de collecte ponctuelles**

Le Titulaire doit pouvoir répondre dans des délais très brefs (en général plus de 24h, mais en cas de casse de matériel, ce délai pourra descendre à 2 heures maximum) qui suivent la réception par fax ou courriel de l'ordre de service) à tout besoin supplémentaire en matière de collecte exprimé par le représentant de Toulon Provence Méditerranée, en mettant à disposition sur ordre de service une benne de collecte ou un camion plateau et son équipage pendant une période maximale de 7 heures consécutives, pour ramasser soit une qualité particulière de matériaux ou ordures, soit les déchets produits par des usagers spécifiques, soit un secteur de collecte présentant une difficulté quelconque ou pour pallier à la casse de matériel ou un pic d'activité imprévue.

Ce type de prestation pourra être utilisé dans le cas de défaillance technique ou logistique du prestataire habituel d'une de ces villes, hors conflit social, et pour une durée définie.

Toutes les prescriptions techniques et de sécurité de collecte pour ces prestations seront identiques à celles de l'ensemble du marché.

Le donneur d'ordre s'engage quant à lui, fournir au prestataire un badge au nom de la ville concernée afin que ce dernier puisse bien imputer les tonnages collectés lors du déversement à l'Unité de Valorisation.

Les éventuelles dispositions particulières d'exécution (horaires, itinéraires, usagers, matériaux à collecter, lieux de vidages, durée, etc.) seront spécifiées dans l'ordre de service.

Ces prestations occasionnelles doivent permettre de pallier le besoin :

- d'un véhicule de collecte (châssis adapté à la demande) avec chauffeur PL et deux ripeurs suivant l'importance de la prestation pendant 1 service (7 heures) en journée (entre 6h et 20h) du lundi au samedi,
- d'un véhicule de collecte (châssis adapté à la demande) avec chauffeur PL et deux ripeurs suivant l'importance de la prestation pendant 1 service (7 heures) en journée (entre 6h et 20h) le dimanche et jours fériés,

À noter que ces véhicules pourront être soit des véhicules compacteurs de collecte des déchets ménagers et assimilés (benne à ordures ménagères), soit des camions plateau VL ou PL.

(Dans le cas d'un véhicule VL, le chauffeur n'est pas nécessairement un chauffeur PL).

### **Article 7.1.2 Prestations de pré-collecte et collecte concernant la Ville de Toulon**

---

Lors des interventions planifiées de maintenance (art.10.6), le pompage en fond de cuve de bacs en sous-sol doit être réalisé, comptabilisé en m<sup>3</sup>. Lorsque le volume collecté dépasse le forfait annuel le Titulaire pourra facturer ce volume au tarif précisé dans le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

Lors des interventions d'urgence à la suite d'orages violents ou pour tout autre raison nécessitant une intervention de pompage (art.10.6), le pompage en fond de cuve de bacs en sous-sol pourra être commandé en urgence. Le Titulaire pourra facturer ce volume exprimé en m<sup>3</sup> au tarif précisé dans le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

La collecte de conteneurs enterrés ou semi enterrés d'apport volontaire pour les déchets ménagers et assimilés n'est pour l'instant pas organisée sur le territoire de la Ville de Toulon. Toutefois, la Ville et Toulon Provence Méditerranée réfléchissent à l'implantation de ce type de conteneurs. Si telle était la décision de la Collectivité, un avenant serait passé dans le cadre de la clause de réexamen.

### **Article 7.1.3 Nettoyage, désinfection et désinsectisation des locaux poubelles publics**

---

La Métropole se réserve la possibilité de demander au Titulaire d'assurer les prestations ci-dessous pour un ou plusieurs locaux poubelles d'une superficie de 20 m<sup>2</sup> environ où sont entreposés des bacs recueillant les déchets ménagers des riverains, commerçants ou autres usagers :

- Nettoyage, décapage et désinfection intérieur et extérieur des bacs roulants. A titre d'information, le local à poubelles est équipé pour effectuer les opérations de nettoyage sur place (siphon de sol),
- Sortie des bacs sur la voie publique, et balayage du sol,
- Décapage, si nécessaire, des murs, des sols,
- Nettoyage avec du matériel à haute pression des murs et du sol,
- Désinsectisation et désodorisation,
- Séchage du sol avec une serpillière ou de tout autre moyen, et remise en place des bacs après nettoyage

La fréquence des prestations est définie hebdomadaire.



---

## Article 7.2    Clauses de réexamen

---

Ces prestations feront l'objet d'un avenant et seront rémunérées sur la base des prix unitaires portés au Bordereau des clauses de réexamen.

Ces prestations concernent :

- Pour les secteurs C7 ( hors centre ville)
  - La substitution de la Collecte des OMR en pap et point de regroupement en C7 (prix B1) et transport vers l'exutoire par la collecte des OMR en C6 (B1 BIS) et la collecte sélective du flux Emballage papier carton (Prix C1 BIS) et le flux plastiques ECT (prix C2 Bis) en C1 (le même soir) et transport vers l'exutoire sur les secteurs de :
    - LA MITRE (Prix B1 Bis -2) (Prix C1 Bis -2) (Prix C2 Bis -2)
    - LA RODE (Prix B1 Bis-3) (Prix C1 Bis -3) (Prix C2 Bis -3)
    - SAINT JEAN (Prix B1 Bis-4) (Prix C1 Bis -4) (Prix C2 Bis -4)
    - PONT DU LAS (Prix B1 Bis -5) (Prix C1 Bis -5) (Prix C2 Bis -5)
    - MOURILLON (Prix B1 Bis -6) (Prix C1 Bis -6) (Prix C2 Bis -6)
- Pour le secteur C4
  - La substitution de la Collecte des OMR en pap et point de regroupement en C4 (prix B2) et transport vers l'exutoire par la collecte des OMR en C3 (B2 BIS) et transport vers l'exutoire.

## Article 7.3    Modalités d'exécution et de suivi des prestations de désinsectisation

---

**CF BPUC valant DEC PO - Prix nouveaux PN1-1 et PN1-2**

Les prestations seront activées sur simple appel et/ou constat lors des tournées de collecte d'encombrants (cf article 10.5.2) et seront rémunérées sur la base des quantités réellement exécutées dans le respect des prix nouveaux PN1-1 et PN1-2 du BPUC valant DEC PO.

## Article 8    Préparation à la réalisation du marché

Cette préparation doit se tenir avant le début de la prestation et après la notification du marché.

Le Titulaire réalise et présente au plus tard 15 jours avant le début d'exécution de sa prestation, les plannings spécifiques d'intervention pour chacune des prestations et pour son service de contrôle interne. Il doit mettre en œuvre tout moyen qu'il juge nécessaire (assistance extérieure, test en situation réelle) afin de respecter les objectifs de résultat dès le premier jour d'exploitation.

Ces plannings sont établis conformément aux règles de sécurité, aux spécificités de la Ville et aux prescriptions du présent CCTP. Ils doivent être validés par Toulon Provence Méditerranée. De même, toute modification ultérieure sera transmise à Toulon Provence Méditerranée pour validation.

Ils comprennent au minimum pour chaque prestation (y compris le contrôle interne) :

1. La nature de la prestation,
2. Le personnel affecté par type de poste,
3. Le matériel utilisé et son identité,
4. La fréquence de passage,
5. Les jours de passage
6. Les heures d'intervention (début de service / fin de service),
7. La durée de l'intervention,
8. Le kilométrage théorique,
9. La liste des rues dans l'ordre d'exécution du circuit.
10. Les points noirs.

Ces plannings sont formalisés dans une base de données et représentés sous forme cartographique dans le logiciel de suivi des prestations prévu au présent CCTP. En cas de modifications des interventions (nature, fréquence, jour, heure, circuit, etc.) en cours de marché, le Titulaire est chargé de mettre à jour les plannings concernés.

Afin de constituer les circuits, le Titulaire devra prendre en compte les mesures suivantes :

- La collecte en porte à porte aura lieu sur l'ensemble de voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique comme précisé à l'Article 2.1,
- La collecte doit être exécutée conformément aux recommandations de sécurité en vigueur et en particulier de la R437,
- Les collectes sont à exécuter de telle sorte que chaque véhicule soit chargé complètement mais sans excès, que les horaires soient respectés d'une tournée sur l'autre et que les heures de vidage soient étalées dans le temps de manière à éviter tout engorgement dans les lieux de vidage,
- Pour établir ses plans de collecte, le Titulaire tiendra compte des migrations urbaines (horaires des établissements scolaires, circulation routière sur les grands axes et en centre-ville, etc.) en vue de réduire les nuisances dues à la circulation des bennes. Les points noirs devront figurer dans les plans de tournées.

Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de fixer ou au contraire d'interdire certaines plages horaires de travail dans certains secteurs en fonction des impératifs liés à la circulation, à la tranquillité ou à la sécurité des riverains soit à titre temporaire soit définitivement.

Après validation par la Collectivité, le Titulaire fournira dans un délai de 15 jours les circuits sous forme de tableaux et de plans fléchés. Ces représentations des itinéraires de collecte préciseront également les positions théoriques des véhicules de collecte toutes les 30 minutes.

Les tableaux et plans seront fournis sous format papier (A3 maximum) et sur format numérique compatible avec Autocad, et indiqueront pour chaque tournée les informations suivantes :

- le numéro de circuit, l'immatriculation du véhicule affecté et le nombre de ripeurs assurant la collecte,
- les jours de collecte,
- le (s) quartier(s) concerné(s),
- le lieu et l'heure de début et de fin de circuit,



- les points particuliers de collecte : notamment voies étroites et impasses : moyens mis en œuvre,
- le lieu de garage du véhicule de collecte.

Le Titulaire s'engage en outre à :

- Établir et présenter pour chaque prestation les modes opératoires,
- Présenter le mode opératoire de concertation
- Organiser et présenter le fonctionnement précis du contrôle interne du déroulement des prestations,
- Réaliser la mise en place et présenter le système de suivi en temps réel (matériel et logiciel) des véhicules utilisés pour le présent marché,
- Réaliser et présenter les protocoles de sécurité,
- Reprendre le personnel en place le cas échéant, l'informer sur le nouveau contrat et le déroulement des services, et si nécessaire le former aux tâches qui lui sont assignées
- Commander et présenter les différents véhicules, engins, matériels, tenues, logos, panneaux signalétiques, etc. qui seront utilisés au cours du marché,
- Présenter le modèle de facture et des comptes rendus définis au CCAP,
- Présenter et faire valider le système de télécommunication envisagé,
- Présenter si nécessaire les autorisations administratives nécessaires à l'exécution du service,
- Tester les tournées sur le terrain selon un protocole proposé par le Titulaire (dimensionnement : temps, moyens, qualité, ...).

## Article 9 Pré-collecte

Les déchets concernés par la pré-collecte (OMR et TRI) sont présentés à la collecte :

- En bacs individuels ou collectifs pour les ménages ou pour les activités économiques et administratives, dont les redevables de la redevance spéciale,
- En bacs enterrés (système d'ascenseurs à bacs) dont une partie est réservée aux commerçants,
- En bacs de regroupement
- En sacs dans la majeure partie du centre-ville, en particulier dans la Basse-Ville, quartiers anciens sans espace de stockage

Toulon Provence Méditerranée dispose d'un parc de bacs présents chez les administrés ou dans les rues (Annexe 3 et Annexe 4). Le parc comprend divers types de bacs de 120 à 770 litres. Les modèles sont de couleurs variables en fonction des flux pour le couvercle avec cuve grise, à roulettes, en polyéthylène haute densité, définies comme suit :

- Cuve tout flux (OMR / TRI) = gris - RAL 7021
- Couvercle OMR = vert - RAL 6020
- Couvercle TRI / Emballages Plastiques, Alu et Métaux = gris RAL 7021
- Couvercle TRI / Papiers – Cartons = jaune RAL 1018

Dans ce cadre, le Titulaire assure les prestations de pré-collecte suivantes :

- Maintenance du parc de bacs (OMR et TRI) y compris les mouvements de bacs le stickage des bacs mis à disposition ainsi que la gestion du stock de bacs et de pièces détachées
  - o Le remplacement ou la réparation des bacs pour la part qui serait volée, vandalisée, détruite, cassée, dégradée, vétuste, etc. (bacs fournis par le Titulaire). A titre d'information, ces remplacements représentent environ 2 500 unités par an, tous modèles confondus.
  - o Le remplacement des bacs par d'autres bacs de modèles différents dans le cas d'une révision de la dotation (bacs fournis par le Titulaire)
- Entretien et lavage des ascenseurs à bacs
- Entretien et lavage des points de regroupement

*A noter que la primo-dotation des bacs est réalisée par Toulon Provence Méditerranée.*

## Article 9.1 Maintenance du parc de bacs

---

*Cf. DPGF Prix A1-1 / A1-2*

Le Titulaire recueille quotidiennement les informations sur la base de données de la Collectivité GESBAC (Ordre de Service) relatives aux lieux où se trouvent des bacs détériorés, dégradés, cassés, etc. Les bacs doivent être remplacés par des fournitures de qualité (normalisés) et de modèles et de coloris similaires et s'intégrant parfaitement dans le parc en place. Les bacs doivent être livrés montés et équipés de tous les accessoires associés, notamment les autocollants à apposer sur les bacs (consignes de tri, étiquettes adresse, autocollant de refus de bacs, etc.).

Le contenu de ces autocollants est mis au point par le Titulaire pendant la période de préparation pour agrément par Toulon Provence Méditerranée. Il peut évoluer en cours de marché.

Les remplacements des bacs s'opèrent dans un délai maximum de soixante-douze heures calculées à partir du lendemain de la saisie d'un OS sur la base de données GESBAC ou d'un repérage lors des tournées de collecte signalé par un système interne à la société à mettre en place.

Si cela s'avère nécessaire, le Titulaire informe par des moyens adaptés les foyers concernés préalablement à son intervention. En cas d'absence le jour d'intervention, le Titulaire prévoit un passage ultérieur et avise l'administré de son passage par dépôt en boîte aux lettres d'un message adapté (jour et heure de passage, rendez-vous ultérieur, ...). Il informe Toulon Provence Méditerranée de la date de livraison future sachant que le délai de remise du bac est reporté à compter du dernier passage.

Tous les jours, le Titulaire fournit à Toulon Provence Méditerranée la liste des conteneurs remplacés : date, nom, prénom, adresse, type et modèle du conteneur, origine du remplacement (vol, dégradation, usure, etc.). Ce transfert d'information, de validation de l'intervention, de retour d'intervention, etc. se fera par le biais du logiciel GESBAC de gestion de bacs dont l'accès sera fourni au prestataire par Toulon Provence Méditerranée.

Pendant la durée du marché, Toulon Provence Méditerranée fournit au Titulaire, au travers de la base de données GESBAC, un état périodique indiquant l'évolution (dotations supplémentaires) du parc de conteneurs. L'ensemble de ces bacs, une fois livrés, devient propriété de Toulon Provence Méditerranée.

Le Titulaire est responsable des dégâts causés aux conteneurs au titre des manipulations nécessaires à l'évacuation de leur contenu. En cas de détérioration, dûment constatée par un agent habilité des services municipaux, le Titulaire devra remplacer ces bacs à ses frais.

Les interventions doivent être faites dans un **délai de 72h** à partir de l'ordre de service.

### **Article 9.1.1 Cas des conteneurs pour les manifestations et les festivités**

---

Toulon Provence Méditerranée dispose d'un parc de conteneurs, ce parc est enregistré dans la base de données de Toulon Provence Méditerranée à l'adresse de la Direction des Espaces Publics à Chemin de Tombouctou LAGOUBRAN.

Ce parc sera mis à la disposition du Titulaire et sera augmenté en fonction des besoins. Le remplacement et la réparation (vol, casse, incendie, ...) de ces conteneurs est pris en charge par la prestation de maintenance décrite ci-dessus.

Ces conteneurs devront être livrés en fonction des Ordres de Services aux adresses, jours et pour les durées indiquées.

Durant la manifestation ces conteneurs seront collectés dans le circuit de collecte du secteur correspondant.

A la fin de la manifestation ces conteneurs seront récupérés, nettoyés et stockés pour une réutilisation ultérieure.

### **Article 9.1.2 Cas des conteneurs pour les déchets issus des activités économiques faisant l'objet d'un contrat de Redevance Spéciale**

---

Ces conteneurs devront à la demande de Toulon Provence Méditerranée faire l'objet de compte-rendu précis concernant leur collecte : nombre de conteneurs sortis, taux de présentation par conteneur, état de remplissage, débordement, vrac en plus, déchets conformes ou non-conformes, etc. la liste exacte des informations à remonter et le circuit de ces informations sera discuté et validé pendant la phase de préparation à la mise en place du marché entre Toulon Provence Méditerranée et le Titulaire. En cours de marché, des mises au point relatives à ces informations pourront avoir lieu en fonction des besoins.

À noter que ces bacs vont être changés au cours du marché pour être remplacés par des bacs reconnaissables et identifiables par un autocollant « RS » spécifique. Cette prestation ne sera pas à réaliser par le Titulaire, mais il aura par la suite à en assurer l'ensemble des prestations définies à l'Article 9 .

## **Article 9.2 Prescriptions techniques pour le lavage des bacs et des abris à bacs en sous-sol (ascenseurs à bac)**

---

*Cf. DPGF Prix A1-3*

### **Article 9.2.1 Définitions générales**

---

Dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières les termes utilisés s'entendent selon la définition suivante :

- Lavage : action de laver avec un liquide notamment de l'eau additionnée ou non de détergent selon le cas, un désinfectant pouvant être adjoit selon la situation rencontrée (manuellement ou à l'aide d'un nettoyeur haute pression ou autre moyen mécanique).
- Nettoyage : rendre net, propre, débarrasser de tout ce qui salit et/ou encombre. Utilisation d'un produit dégraissant si besoin. Le nettoyage comprend obligatoirement l'enlèvement complet des chewing-gums, excréments, etc.
- Décapage : action de dégraisser et de débarrasser de toutes salissures ou marques incrustées (hors rayures).
- Désinfection : action de détruire les micro-organismes du lieu ou de l'objet.
- Désinsectisation : action de détruire les insectes nuisibles.
- Désodorisation : par l'utilisation de produit approprié, action permettant la suppression de mauvaises odeurs dues aux souillures de différentes natures (urines, excréments, moisissures...) entraînant une sensation de confort olfactif et une rémanences agréable.

### **Article 9.2.2 Caractéristiques particulières**

---

- Le Titulaire du marché devra utiliser une gamme de produits d'entretien écologiques issus de produits naturels, conçue pour un nettoyage efficace et durable. Ils ne devront contenir aucune substance toxique ou nocive pour la santé et l'environnement, ils auront une incidence réduite, voir au mieux inexistante, sur la faune, la flore et la qualité de l'air. Ils devront être biodégradables au minimum à 90%.
- Le Titulaire du marché devra fournir au service gestionnaire du marché les fiches de données de sécurité du ou des produits concernés, et ce postérieurement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations.
- L'entreprise est autorisée à puiser l'eau nécessaire à l'exécution de ses prestations aux bornes vertes de connexion d'eau de la Ville.
- Pour l'exécution des prestations, l'entreprise est responsable de l'évacuation et du traitement des eaux résiduelles, que les prestations soient réalisées sur place ou dans tout autre lieu. Dans tous les cas, ces eaux usées ne doivent pas être déversées dans les réseaux de captation des eaux pluviales et d'assainissement de la Ville.

## Article 9.3 Lavage des bacs à déchets ménagers dits de « voies publiques »

---

*Cf. DPGF Prix A1-3*

### Article 9.3.1 Prestation à réaliser

---

Celles-ci concernent le lavage des bacs à déchets ménagers dits de « voies publiques », estampillés du numéro 9999. Il s'agit des bacs non affectés à un immeuble, une administration, un commerce ou tout autre usager identifié, qui sont mis à la disposition des administrés à des endroits définis par la commune, sur l'ensemble du territoire de la commune, afin de recueillir des déchets ménagers.

Il est prévu une **fréquence mensuelle** de nettoyage de la totalité de ce parc. Le Titulaire transmettra un planning au Service collecte de Toulon Provence Méditerranée au début de chaque année. La plage horaire d'intervention est 6h à 19h les jours ouvrés.

Avant toute intervention, le Titulaire doit débarrasser les bacs de leur contenu quelle qu'en soit la nature et la quantité, soit collectés par ses soins dans le cadre de ses tournées de collecte, soit par substitution de bacs, soit par la mise en sac des déchets, lesquels sacs seront remis dans les bacs après la prestation :

Lavage et nettoyage intérieur et extérieur des bacs à déchets ménagers à l'eau avec adjonction suivant leur état de salissure d'un produit détergent quels que soient leurs volumes

- Dans le cas d'un nettoyage sur place, celui-ci doit s'effectuer sans rejet des eaux usées sur la chaussée ni dans le réseau des eaux pluviales et d'assainissement
- Décapage, dégraissage, désinfection et désodorisation des bacs après lavage avec des produits industriels dégraissants, désinfectants et détergents dit « biocide », bactéricide tout en étant respectueux de l'environnement
- Enlèvement des graffitis, tags et affiches sauvages, présents sur ou à l'intérieur des bacs
- Les bacs doivent être remis à leur emplacement initial à la fin de la prestation (logette, socle en béton)
- Les autocollants aux armes de Toulon Provence Méditerranée ainsi que les numéros et inscriptions d'identification ne doivent pas être enlevés. Si les autocollants sont détériorés ou absents, le Titulaire doit en apposer de nouveaux. Ceux-ci seront fournis gratuitement par Toulon Provence Méditerranée.

### Article 9.3.2 Cas particulier du Centre-ville

---

Compte tenu de la configuration des voies étroites et des nuisances sonores que cette prestation peut entraîner pour les riverains, il est recommandé de détenir des bacs de substitution, pour pouvoir remplacer ceux-ci afin de les nettoyer à l'extérieur de la ville. En effet, si la largeur des rues ne permet pas une approche directe du lieu d'implantation des bacs, le Titulaire doit aller les récupérer à leur emplacement, les collecter, effectuer le nettoyage et les remettre à leur place, quelle que soit la distance à parcourir et la méthode mise en place pour procéder au nettoyage. Les bacs concernés par le centre-ville sont mentionnés en Annexe 5.



### Article 9.3.3 État du parc

---

Le nombre de bacs à collecter pourra varier à la hausse ou à la baisse pour tenir compte des ajustements en cours d'année (ajouts, suppressions). Les prestations de nettoyage étant réglées sur la base d'un prix global et forfaitaire, cette flexibilité n'entraînera aucune modification de tarification de ce prix global et forfaitaire.

## Article 9.4 Nettoyage, pompage, désinfection et désinsectisation des dispositifs des bacs en sous-sol

---

*Cf. DPGF Prix A2*

Cette prestation concerne le nettoyage des dispositifs escamotables en sous-sol (de marque ECOLLECT, modèle ECOBAC 1500) pour bacs à déchets ménagers sur roues de 750 litres, au nombre de 59 dispositifs avec deux bacs chacun à l'intérieur du dispositif. La localisation est présentée en Annexe 6.

Elle consiste à nettoyer, désinfecter, désinsectiser, et désodoriser les dispositifs de bacs en sous-sol ainsi que le pompage des eaux résiduelles, avant et après la prestation si nécessaire (cf. Annexe 7).

La fréquence des prestations est définie en Annexe 11.

### Article 9.4.1 Recommandation — Consignes de sécurité

---

Avant toute intervention sur les dispositifs, le Titulaire devra suivre toutes les recommandations afférentes à la sécurité notamment l'utilisation d'une clef en « T » et autres moyens utiles dont le Titulaire devra se munir auprès du fournisseur du dispositif.

Il conviendra d'organiser la prestation en corrélation avec le service de collecte des déchets, afin de trouver les bacs à nettoyer vide de tout déchet. A défaut, en cas de présence de déchets, le Titulaire les mettra en sac pour réaliser sa prestation et les réintroduira dans les conteneurs en fin de prestation.

### Article 9.4.2 Prestation à réaliser

---

Cette prestation comprend les opérations ci-après

- Le pompage des eaux résiduelles dans la cuve fixe de certains dispositifs (25 dispositifs sont concernés) installés en cuves béton étanche, dont 1 m<sup>3</sup>/cuve (soit un total de 25 m<sup>3</sup>) compris dans la prestation de nettoyage, le surplus faisant l'objet d'une tarification au m<sup>3</sup> aspiré. L'analyse de la production des 3 dernières années fait apparaître un minimum pompé de 18 m<sup>3</sup> annuel au total en plus du m<sup>3</sup> compris dans chaque prestation. Pour l'exécution de cette prestation, le Titulaire est responsable de l'évacuation et du traitement des eaux résiduelles. Ces eaux usées ne doivent pas être versées dans les réseaux de captation des eaux pluviales ou d'assainissement de la Ville. Au-delà des 25 m<sup>3</sup> inclus dans la prestation, la prestation de pompage sera rémunérée au m<sup>3</sup> supplémentaire par application du prix correspondant du Bordereau des prix unitaires, en fonction des quantités réellement exécutées.



- Le nettoyage, le décapage et la désinfection du plateau, de la trappe « commerçants » (dessus et dessous), du tiroir basculant (intérieur et extérieur), ainsi que des rainures périphériques de la trappe et du plateau
- Le nettoyage, le décapage et la désinfection des parois (intérieures et extérieures), des sols, des cabines mobiles ainsi que les planchers amovibles et des bavettes de sécurité.
- Le nettoyage, le décapage et la désinfection des parois et des sols de la cuve fixe enterrée ainsi que toutes les parties mécaniques et le dessous des cabines mobiles.
- La désinsectisation (cafards, blattes etc.) de chaque installation après l'opération de nettoyage.
- La lubrification de toutes les parties mécaniques des appareils à savoir
  - o L'axe de la palette,
  - o Les axes des galets, des roulettes,
  - o Les chaînes,
  - o Les axes du tiroir,
  - o La serrure, les vérins de la trappe « commerçants » et ses fixations.
- Les eaux de nettoyage seront, si nécessaires, pompées après la réalisation de la prestation.
- Désodorisation du dispositif, à l'aide de produits désodorisants dosés de manière à conserver leur odeur le plus longtemps possible.
- Séchage du plateau à l'aide d'une serpillière ou autre.

#### **Article 9.4.3 Intervention d'urgence suite aux intempéries**

---

Certains dispositifs de bacs en sous-sol sont équipés de cuvelage béton étanche, ce qui implique que par temps de pluie ou de fortes averses, l'infiltration des eaux nécessite un pompage d'urgence, dans un délai maximum de **4 heures** à compter de la notification de la demande d'intervention (réception de la télécopie et/ou courriel), 7 jours / 7, 24h/24. La Collectivité avise le Titulaire d'une intervention à effectuer sur appel téléphonique et confirme sa demande par télécopie et/ou courriel.

Dès réception de l'appel le Titulaire prend toutes dispositions pour intervenir suivant les modalités précisées ci-avant. Cette prestation d'urgence fera l'objet d'une tarification distincte dans le bordereau des prix unitaires.

La prestation de pompage sera rémunérée au m3 pompé par application du prix correspondant du Bordereau des prix unitaires, en fonction des quantités réellement exécutées.

#### **Article 9.4.4 Prescriptions relatives aux bacs**

---

Le Titulaire doit exécuter le lavage intérieur et extérieur des bacs. Dans les cas de dépôt de graisse, de traces de boues, de cambouis, etc., un décapage peut être nécessaire. Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Le nettoyage des bacs doit se faire concomitamment au nettoyage des dispositifs enterrés.

En cas de présence de déchets, et à défaut de les avoir collectés, le Titulaire les mettra en sac afin de réaliser sa prestation et les réintroduira dans les conteneurs en fin de prestation.

Pour la manœuvre des ascenseurs à bacs en sous-sol, le Titulaire devra être en possession d'une perceuse sans fil avec les tiges de commande adaptées à ces appareils (cf. Annexe 7).

## Article 10 Collecte des déchets ménagers et assimilés

### Article 10.1 Prescriptions générales

#### Article 10.1.1 Conditions générales d'exécution

La collecte et l'évacuation des déchets sont exécutées par des agents et par des véhicules en nombre suffisant, et de type adapté aux particularités des zones à collecter afin d'optimiser leur circulation et leur chargement.

Le Titulaire doit pouvoir justifier tout au long du marché qu'il est en capacité de disposer des véhicules nécessaires pour parer à tout incident d'exploitation. Toutefois, en cas de surcharge exceptionnelle ou en cas de manque de véhicules par suite d'accident, le Titulaire aura la faculté de faire aider les secteurs surchargés par les véhicules desservant les secteurs voisins étant entendu que le service sera toujours terminé dans le délai contractuel. Le Titulaire devra impérativement en informer le représentant de la Collectivité.

Les déchets qui auraient pu être déversés accidentellement en dehors de la benne, sont ramassés par les agents du Titulaire, et les résidus balayés. En conséquence, il est interdit au personnel chargé de la collecte de repousser à l'égout ou au caniveau tout ou partie des détritiques éventuellement tombés sur la chaussée.

Il est interdit aux agents du Titulaire de se livrer au chiffonnage, à la récupération, de solliciter ou d'accepter des usagers du service (particuliers) un pourboire quelconque.

Sauf cas à justifier, les tournées sont, chaque fois, commencées au même point et l'itinéraire adopté devra être maintenu afin d'éviter des variations dans les heures des collectes.

Les déchets seront présentés sur le domaine public ou à proximité immédiate pour ne pas gêner la circulation des piétons par les usagers. En tout état de cause, les agents du Titulaire ne devront pas collecter les déchets chez l'habitant.

Les véhicules ne pourront stationner sur la voie publique, sauf pendant le temps strictement indispensable à leurs chargements (et conformément aux dispositions réglementaires du Code de la Route).

Le Titulaire signalera au représentant de la Collectivité à la fin de la tournée, dans le tableau de bord journalier :

- L'ensemble des anomalies constatées au cours de la collecte qu'elles soient de son fait ou non (réceptacles endommagés, dépôts non conformes, incidents de collecte, refus de collecte des bacs de tri, etc.)
- La présence de dépôts de Déchets verts, de DDS / Pneumatiques, de Gravats et de Déchets non conformes hors périmètre hypercentre en C7 afin qu'ils soient pris en charge par les services de la Régie de la Métropole

Le Titulaire est tenu de fournir à la Collectivité tous documents utiles sur les véhicules qu'il se propose d'utiliser. En outre, il doit lui présenter le véhicule de collecte pour acceptation, après constatation de sa conformité aux dispositions du présent marché. Malgré cette acceptation, le Titulaire reste responsable du fonctionnement de son matériel et de son maintien en conformité.

Les véhicules utilisés doivent être en conformité avec la réglementation relative au travail, au Code de la route.

Le Titulaire doit maintenir les véhicules en bon état de fonctionnement et assurer à cet effet toutes les opérations de maintenance et d'entretien. La peinture doit être renouvelée en tant que de besoin.

Un représentant du Titulaire habilité à représenter celui-ci, devra sur simple demande de la Collectivité se rendre à l'adresse qui lui sera indiquée sur le territoire d'effet du présent marché dans un délai maximum d'une heure.

Le Titulaire doit veiller à utiliser des véhicules respectant les normes antipollution, et de préférence utilisant une énergie peu polluante.

Le Titulaire devra veiller à éviter tout déversement ou fuite accidentelle de liquide polluant (huile, carburant, etc.), en particulier à proximité des plages.

Le Titulaire doit veiller dans le cadre de ces opérations, compte-tenu des évolutions techniques existantes, à mettre en œuvre les meilleures pratiques environnementales tant du point de vue de l'efficacité du nettoyage que du respect des prescriptions évoquées ci-dessus.

Le Titulaire doit se concerter avec la Métropole et le Titulaire du marché de « Prestations de nettoyage de la voirie et des espaces publics sur une partie du territoire de la Ville de Toulon », dans les conditions définies par l'article 1.7.1.2 du CCAP.

Au cours du marché, le Titulaire doit remédier sans délai aux anomalies relevant de sa compétence et de ses obligations de résultat. Toute anomalie constatée dans le déroulement de la prestation et en cas de non-correction (quand il s'agit d'anomalie relevant de la compétence du Titulaire) fait l'objet de pénalités, telles que définies au CCAP.

### **Article 10.1.2 Organisation du service**

---

Le Titulaire organise son service de manière à :

- Dimensionner et définir ses circuits de collecte en tenant compte des variations de production (journalière, hebdomadaire, saisonnière, etc.) des contraintes de sécurité et du temps de travail journalier des équipages, pour notamment respecter des horaires réguliers de collecte,
- Optimiser l'utilisation de son matériel sur plusieurs plages horaires,
- Adapter le gabarit des véhicules employés aux dimensions des voies (cf. Annexe 8) tout en recherchant la meilleure performance de collecte (ratio de productivité du service),
- Anticiper les conditions de trafics routiers et adapter en particulier les itinéraires aux heures de pointe de la circulation. Les itinéraires doivent être validés et les modifications acceptées par Toulon Provence Méditerranée. Ils peuvent évoluer à la demande de l'une ou l'autre des parties, après discussion et accord de Toulon Provence Méditerranée, notamment dans le but d'employer le personnel de collecte sur l'intégralité des heures de travail dues journallement.

### Article 10.1.3 Itinéraires de collecte

---

Toulon Provence Méditerranée peut, en concertation avec le Titulaire et la Commune, modifier les horaires et itinéraires normaux, temporairement, pour tenir compte de circonstances extraordinaires (travaux, etc.), ou définitivement, en cas de transformation des conditions d'existence de tout ou partie de la population ou en vue d'une amélioration de l'hygiène publique.

Les collectes sont à exécuter suivant des tournées et itinéraires qui sont arrêtés par Toulon Provence Méditerranée sur proposition du Titulaire de telle sorte que chaque véhicule soit chargé complètement, mais sans excès, que les horaires soient respectés et identiques d'une tournée à l'autre, avec pour le secteur en C4 une tolérance d'une heure tenant compte de l'irrégularité de la charge des tournées.

Tout véhicule accidenté ou mis hors d'état de fonctionner pendant la collecte est à remplacer par un autre véhicule dans un **délai maximum de 2 heures**.

### Article 10.1.4 Interruptions

---

En cas d'interruption imprévue du service, même partielle, pour quelque cause que ce soit (intempéries, impossibilité absolue d'accéder au site de dépôt...), le Titulaire doit aviser le représentant de Toulon Provence Méditerranée, dans les délais les plus courts, par tout moyen (téléphone, télécopieur, courriel, ...), au plus tard dans les deux heures.

En cas de panne sur un ou plusieurs véhicules ou en cas de surcharge d'activité exceptionnelle, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions requises en accord avec la Collectivité et prévoir les moyens matériels et humains nécessaires pour assurer les services selon les conditions décrites à l'Article 10 . Les véhicules devront être remplacés, si nécessaire, dans les deux heures et en respectant les conditions imposées au matériel dans le présent cahier des charges.

Le Titulaire devra, dans les mêmes délais, communiquer à la Métropole TPM l'immatriculation du véhicule utilisé

Dans le cas où les conditions météorologiques rendraient difficile la circulation et donc l'exécution du service, des tolérances relatives aux horaires seront accordées. Si la collecte s'avère impossible, notamment dans le cas où les conditions de circulation seraient dangereuses, globalement ou dans plusieurs rues, ou dans certains quartiers, ou au lieu de déchargement, le Titulaire devra se rapprocher immédiatement du représentant de Toulon Provence Méditerranée pour convenir de la conduite à tenir afin de rattraper au plus tôt les collectes non exécutées.

### Article 10.1.5 Défauts

---

En cas d'oubli de collecte d'une ou plusieurs adresses au cours d'une tournée :

- Si la demande de rattrapage lui parvient avant la fin de la collecte, le Titulaire devra terminer sa mission complète de collecte le jour même sans pouvoir prétendre à des indemnités supplémentaires en cas de dépassement horaire,
- Si la demande de rattrapage lui parvient en dehors des heures de collecte, il devra au plus tard avoir collecté les adresses oubliées le lendemain.

### Article 10.1.6 Travaux

---

Lorsque le véhicule de collecte ne pourra pas circuler sur une voie publique, le Titulaire est tenu d'effectuer à bras d'homme et/ou avec des moyens adaptés le transport des déchets lorsque la longueur de la voie n'excède pas 50 m ; dans le cas contraire, il conviendra avec la Collectivité de points de regroupement provisoires.

### Article 10.1.7 Collecte en bacs roulants

---

Les récipients dans lesquels les déchets sont présentés à la collecte, dont l'usage est rendu obligatoire par arrêté métropolitain, consistent en bacs en matière plastique, d'une contenance de 120 à 770 litres montés sur deux ou quatre roues et utilisables par les lèves-conteneurs normalisés. Le collecteur a toutefois l'obligation de collecter les sacs qui seraient présentés à côté des bacs, voire pour certains secteurs notamment du centre-ville, presque uniquement des sacs.

Les collectes des déchets ménagers et assimilés des habitations collectives sont essentiellement effectuées à l'aide de bacs 4 roues et de bacs 2 roues comme pour l'habitat individuel sauf dans certaines rues et au centre-ville où la place disponible dans les immeubles ne permet pas la dotation en bacs.

L'état du parc de bacs en place à la date de la présente consultation, est présenté en Annexe 3 et Annexe 4. Les bacs répondent aux normes NF EN 840-1 à NF EN 840-6.

Le Titulaire a l'obligation d'informer Toulon Provence Méditerranée en cas de présentation de déchets dans des bacs provenant manifestement de Collectivités extérieures.

La présentation des bacs à la collecte sur la voie publique et leur rentrée après vidage sont effectuées par les habitants ou toutes autres personnes désignées par eux.

### Article 10.1.8 Dispositions applicables à la manipulation des bacs lors des collectes

---

Les agents du Titulaire devront saisir les récipients avec précaution, éviter tout dégagement de poussière et toute projection de détritux ailleurs que dans la benne et veiller à débarrasser entièrement le contenu des récipients, et ce quel que soit le niveau de remplissage.

Le vidage des bacs roulants normalisés devra obligatoirement être effectué avec l'utilisation du basculeur mécanique.

Lorsque les récipients ont des emplacements réservés bien définis, ils sont replacés après vidage sur ces emplacements, quelle que soit la position où ils ont été pris par les agents de collecte.

Lorsque les récipients n'ont pas d'emplacements définis, ils sont replacés en ordre après vidage en dehors de la chaussée par les agents de collecte, sur leur fond à l'emplacement où ils ont été pris.

De façon générale, après vidage des récipients, ceux-ci seront obligatoirement remis à un emplacement permettant d'assurer la sécurité des usagers (véhicules et piétons).

Les récipients sont replacés couvercle fermé et freins actionnés.

S'il est nécessaire de collecter sur le domaine privé, le Titulaire se chargera d'obtenir les autorisations écrites nécessaires auprès des propriétaires, et en donnera copie à Toulon Provence Méditerranée.



## Article 10.2 Collecte du flux OMR

---

*Cf. DPGF Prix B1-1 / B1-2 / B1-3 / B1-3 / B1-4 / B1-5 / B1-6 / B2 / B3 / B4*

### Article 10.2.1 Période d'intervention

---

La collecte des OMR est à organiser sur tout le territoire de la Ville, tous les jours, y compris les jours fériés.

### Article 10.2.2 Sectorisation et fréquences de collecte

---

Le territoire est découpé en 4 secteurs principaux :

- Secteur C7 :
  - Centre-Ville : collecte quotidienne de 4h00 à 2h00 comprenant :
    - Une collecte complète entre 19h00 et 02h00
    - Une collecte de repasse :
      - entre 04h00 et 7h00, avant les opérations de nettoyage,
      - entre 7h et 12h, puis entre 12h et 19h incluant les bacs enterrés et les bacs de voies publiques de déchets ménagers et assimilés (y compris ceux hors secteur centre-ville)
  - La Mitre / La Rode / St Jean / Pont du Las / Mourillon :
    - Collecte quotidienne de 20h00 à 3h00.
    - Collecte estivale sur le quartier du Mourillon (quartier et plages) et les sites de fortes productions dues aux fréquentations estivales : repasse entre 10h00 et 16h00 sur 5 mois du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre inclus
- Secteur C4+1 Est : collecte de 20h00 à 3h00 les lundi, mercredi, vendredi, dimanche
- Secteur C4+1 Ouest : collecte de 4h00 à 12h00 les lundi, mardi, jeudi, samedi

Concernant les zones C4+1, la limite précise Est/Ouest est définie par le Titulaire afin d'équilibrer les deux zones au niveau des moyens mis en œuvre et des conditions optimales de circulation après validation par la Collectivité. Néanmoins, le Titulaire devra essayer de respecter les limites actuelles, dans la mesure du possible.

### Article 10.2.3 Collecte en journée de certains collectifs

---

Certains collectifs (cf. Annexe 9) doivent impérativement être collectés en matinée, entre 7h et 12h.

### Article 10.2.4 Cas particuliers des cimetières

---

La collecte des cimetières devra se faire à l'intérieur de ceux-ci dans toutes les allées où sont disposés les conteneurs (cf. Annexe 2) de 8h00 à 12h00 à l'intérieur des enceintes :

- Du 21 novembre au 14 octobre, les lundi et jeudi
- du 15 octobre au 20 novembre, la collecte devient quotidienne.

Pour le cimetière central seulement l'allée principale est concernée, par contre des contraintes sont applicables sur cette chaussée charge maximum 3.5 tonnes à l'essieu, les manœuvres sont interdites sur le dallage et la giration devra s'effectuer en bout de voie sur le terre-plein des « fosses communes ».

Le Titulaire est tenu de s'adapter à ces contraintes. Les cimetières ne sont pour l'instant pas concernés par la collecte sélective.

### Article 10.2.5 Cas particuliers du Mont Faron

---

Le Mont Faron bénéficie d'une collecte OMR de fréquence variable réalisée entre 4h et 12h :

- 1 jour par semaine, le lundi du 1er octobre au 30 avril compris. En cas de non-collecte par cause de jour férié, une collecte a obligatoirement lieu le jour suivant.
- 2 jours par semaine, le lundi et le vendredi du 2 mai au 30 septembre compris ainsi que pour les périodes de vacances scolaires de pâques et toussaint toutes zones confondues (A, B et C), En cas de non-collecte du fait d'un jour férié, une collecte a obligatoirement lieu le jour suivant.

Le Mont Faron n'est pas concerné par la collecte sélective ni les encombrants (hors prestations exceptionnelles).

## Article 10.3 Collecte des marchés provençaux

---

*Cf. DPGF Prix B5 / C4*

Le Titulaire assure, dans le cadre de son service de collecte des déchets ménagers et assimilés, la collecte des déchets produits par les marchés de la Ville de Toulon (Cours Lafayette, Pont du Las, Le Mourillon) y compris les cartons et le bois **avant la réalisation des opérations de nettoyage**.

Cette prestation nécessite la mise en œuvre de moyens matériels adaptés à une collecte séparée des flux en cohérence avec les impositions de la loi AGECS.

La prestation se déroule après la fin des marchés y compris les jours fériés, dès 14h00. À noter que les marchés n'ont en principe pas lieu les 25/12 et 01/01 ni les lundis en basse saison, et en haute saison, les lundis selon une organisation réduite.

Toulon Provence Méditerranée se réserve néanmoins la possibilité de modifier les jours de tenue des marchés provençaux. Dans ce cadre, le Titulaire devra s'adapter pour assurer le service dans les conditions prévues au marché sans prétendre à une indemnité complémentaire.

Le Titulaire devra se concerter avec le Titulaire du marché de nettoyage de la voirie et des espaces publics pour coordonner leurs actions de façon à nettoyer le marché le plus rapidement possible, en particulier celui du Cours Lafayette qui est à nouveau occupé au plus tard à 15h. (cf. extrait du Règlement des emplacements en Annexe 10).



Les espaces à traiter, suivant les mêmes horaires et les mêmes modalités, sont les suivants :

- Marché du cours Lafayette : Rue de Lorgues, place Pavé d'Amour, rue Paul Lendrin, cours Lafayette, place Louis Blanc.
- Marché du Pont du Las : Place Martin BIDOURE, avenue Maréchal BUGEAUD
- Marché du Mourillon : Place Emile CLAUDE (terrain de boules et traverse compris), place Monseigneur DEYDIER

## **Article 10.4 Collecte des flux TRI**

---

*Cf. DPGF Prix C1 / C2*

### **Article 10.4.1 Période d'intervention**

---

La collecte sélective est à organiser sur tout le territoire de la Ville, tous les jours, y compris les jours fériés, sauf les 1<sup>er</sup> mai, 25 décembre et 1<sup>er</sup> janvier. Le Titulaire proposera une collecte de substitution sur ce flux sachant que l'exutoire correspondant sera fermé les jours fériés.

### **Article 10.4.2 Sectorisation et fréquences de collecte**

---

Les collectes sélectives sont organisées de la façon suivante en tranche ferme :

- Secteurs C4+1 Est et Ouest : collecte sélective un jour par semaine pour une collecte des 2 flux plastiques, alu et métaux et carton/papiers le même jour par un double passage.
- Secteurs C7 et C7 centre-ville : pas de collecte sélective en porte à porte

Le Titulaire peut utiliser les mêmes véhicules pour la collecte des déchets ménagers et assimilés et pour la collecte sélective sous réserve de respect des conditions suivantes :

- Les deux usages doivent être distingués par tout moyen d'identification adapté : mise en place de plaques ou panneaux amovibles et de taille suffisante de part et d'autre de la benne (agrément nécessaire de Toulon Provence Méditerranée),
- L'intérieur du caisson de la benne doit être obligatoirement lavé après une tournée de collecte des déchets ménagers et assimilés, avant la tournée de collecte sélective.

Les agents préposés à la collecte sélective doivent contrôler la qualité des produits ramassés afin de vérifier la conformité du contenu avec les exigences du centre de tri comme précisé à l'Article 12.1.

## Article 10.5 Collecte des encombrants

---

La collecte des encombrants se déroule par collecte en porte à porte des dépôts d'encombrants en vrac disposés sur l'espace public. En effet, le dépôt de ces déchets est interdit dans les bacs roulants ou dans les conteneurs d'apport volontaire.

**La collecte des encombrants doit se dérouler de façon à permettre la valorisation au minimum des déchets de la REP DEA et de la REP DEEE**, ainsi que des ferrailles. L'objectif étant de promouvoir au maximum la valorisation matière pour diminuer la part incinérée conformément à la loi AGECL. Les tournées sont effectuées par des véhicules spécifiques permettant un contrôle visuel du contenu et sans compaction. Au cours de la plage horaire de collecte des encombrants, pour respecter l'objectif de résultat n°1 : après la collecte, l'espace public est exempt de déchets.

En outre, pour respecter le décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des DEEE et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, l'organisation de la collecte des déchets encombrants relevant la REP DEEE doit se faire de façon à ce que ces déchets puissent être séparés des autres encombrants et rejoignent la filière de traitement spécifique aux DEEE.

### Article 10.5.1 Période d'intervention

---

La collecte des encombrants est à organiser sur tout le territoire de la Ville, tous les jours, y compris les jours fériés, sauf les 1<sup>er</sup> mai, 25 décembre et 1<sup>er</sup> janvier, l'exutoire correspondant étant fermé.

### Article 10.5.2 Collecte régulière des encombrants

---

*Cf. BPUC DEC Prix PN1-1 et PN1-2*

Au cours de sa tournée, le Titulaire pourra découvrir des encombrants dont la liste est définie à l'article 6.2.5 du CCTP, infestés de punaises de lit ou de cafards entre autres. Le Titulaire devra avec les moyens qu'il juge adaptés réaliser en amont de la collecte, lorsque cela est nécessaire, la désinsectisation d'objets découverts afin de préserver l'intégrité physique des agents en charge de la collecte des encombrants sur la voie publique et de garantir la salubrité publique.

*Cf. DPGF Prix C3-1 / C3-2 / C3-3*

Les enlèvements se feront de manière préférentielle dans l'ordre suivant :

- Les rendez-vous pris après appel téléphonique des usagers
- Les dépôts découverts par le personnel de collecte des encombrants au cours de son cheminement
- Les signalements des équipes de collecte des déchets ménagers et assimilés, du personnel de nettoyage, de l'encadrement du Titulaire ou du Titulaire du marché de nettoyage, des agents de Toulon Provence Méditerranée

Par l'intermédiaire du système de suivi, le chauffeur localise l'ensemble des dépôts d'encombrants collectés.

Le service doit permettre la collecte de l'ensemble des dépôts d'encombrants dans les 24h de prise de rendez-vous ou de leur repérage sur l'espace public du territoire de la Ville de Toulon.

## Enlèvement à domicile des encombrants

Le service d'enlèvement à domicile des encombrants fonctionne sur prise de rendez-vous. Les usagers désirant faire appel à cette prestation doivent contacter par téléphone le service du Titulaire en précisant la nature et la qualité du ou des déchets à enlever.

En fonction de ces éléments, le Titulaire indique à l'utilisateur le jour et la plage horaire auxquels aura lieu l'enlèvement. Pour être collectés, en fonction des consignes données par le Titulaire (heure de sortie notamment), ces déchets devront être présentés sur la voie publique afin de permettre une intervention en toute sécurité conformément à la Recommandation R 437.

Les déchets concernés sont décrits à l'Article 6.2.5. Leur volume est limité à **environ 2 m<sup>3</sup> par rendez-vous**.

Le Titulaire organise quotidiennement son service pour le jour d'intervention suivant, sur la base des prises de rendez-vous via un numéro non surtaxé qu'il gère.

- Secteur centre-ville : collecte quotidienne de 5h00 à 11h00 et de 13h00 à 19h00
- Reste de la ville : collecte du lundi au samedi sur la même plage horaire de 5h00 à 11h00 et de 13h00 à 19h00

Ces horaires sont donnés à titre indicatif. Ils pourront être ajustés et/ou modifiés en période de préparation du marché.

## Collecte d'encombrants découverts au cours de tournée

Le Titulaire doit prendre en charge la collecte de l'ensemble des dépôts de déchets encombrants, quel que soit leur état, qu'il découvre ou qui lui sont rapportés en cours de tournée, qu'il y ait ou non eu prise de rendez-vous.

### Article 10.5.3 Collecte des cartons des professionnels

Cf. DPGF Prix C3-4

Le titulaire assurera la collecte du carton des professionnels, effectuée en vrac dans des bacs dédiés. Cette collecte se déroulera en C5, de 20h00 à 23h00, afin de garantir une gestion efficace des déchets tout en minimisant les perturbations liées à l'activité quotidienne des entreprises.

## Article 11 Accueil - réclamation

Le Titulaire aura en charge la mise en place et la gestion d'un numéro d'appel. Le Titulaire devra tenir un standard téléphonique ouvert pendant la réalisation des prestations sur le terrain afin que les usagers puissent joindre le Titulaire en cas de problèmes rencontrés durant les réalisations de ces prestations.

Ce service devra fonctionner tous les jours, excepté les samedi et dimanche, de 8h30 à 17h30. Le Titulaire devra mettre en place le personnel suffisant pour limiter les délais d'attente des administrés et l'utilisateur devra pouvoir enregistrer un message sur un répondeur en dehors de ces créneaux.

Ce standard aura les missions suivantes :

- Informations des usagers et réponse aux interrogations de ces derniers sur la gestion globale des déchets sur le territoire de la Ville de Toulon,
- Traitement de toutes les réclamations des usagers avec réactivité,
- Informer les usagers en cas de dysfonctionnement temporaire du service, en cas de retard de collecte,
- Enregistrement des demandes d'enlèvement des encombrants,
- Traitement des signalements de dépôts non-conformes,
- Traitement des demandes d'interventions sur les équipements de pré-collecte (dotation, maintenance, reprise), etc.

Ces informations et demandes des usagers ainsi que les réponses techniques apportées devront être transmises quotidiennement à Toulon Provence Méditerranée.

## Article 12 Contrôle de la qualité des produits collectés

### Article 12.1 Lors de la collecte sélective

Les agents du Titulaire doivent vérifier la qualité des matériaux valorisables avant chargement et en cas de refus de bacs, coller un ruban adhésif fourni par la Collectivité et lui signaler l'adresse.

La vérification visuelle d'un bac se fait avant basculement de celui-ci, au moment de l'ouverture du couvercle, en contrôlant qu'il n'y a pas d'ordures ménagères ou autres déchets non conformes, déposés en sac ou en vrac dans le bac.

Les contenants qui ne présentent pas les déchets recyclables concernés par la collecte ne sont pas ramassés. Les agents du Titulaire y apposent un message autocollant précisant le motif du refus de collecte. Le Titulaire informe dans ce cas la Collectivité de l'anomalie constatée avec toutes les indications permettant d'identifier l'usager. Le contenu de cet autocollant est mis au point par le Titulaire pendant la période de préparation pour agrément par Toulon Provence Méditerranée. Il peut évoluer en cours de marché.

Au cas où les ripeurs constatent que des produits polluants ont été chargés dans la trémie malgré leur contrôle visuel (bidon d'huile, cartouche de photocopieur, pot de peinture non vidé, etc.), ils doivent arrêter immédiatement la collecte, si possible extraire les produits polluants de la trémie après avoir mis la benne en sécurité (arrêt du véhicule et du système de compaction).

Si les produits polluants ne peuvent pas être retirés de la trémie ou s'ils sont déjà passés dans la benne, la collecte doit être interrompue et le véhicule doit aller vider à l'Usine de valorisation énergétique du SITOMAT (ZEPHIR) après avoir prévenu l'encadrement et relevé les coordonnées complètes du Titulaire du bac incriminé.

### Article 12.2 Au centre de tri

À réception au centre de tri des bennes de collecte des flux TRI (Emballages ménagers ou Papiers – Cartons, un contrôle visuel sera effectué par le Titulaire du présent marché et le Titulaire du centre de tri afin de valider l'acceptation des produits au centre de tri.

En cas de refus de la benne au centre de tri, le Titulaire du présent marché prendra à sa charge y compris financière :

- Le rechargement des produits concernés
- Leur transport vers le centre de traitement désigné par la Collectivité
- Leur traitement

Nonobstant ces mesures, il se verra appliqué une pénalité réputée couvrir la perte de recette de la revente des matériaux, sauf si ses agents ont interrompu leur collecte d'eux même comme exposé ci-dessus.

La procédure d'acceptation des matériaux par le centre de tri sera fournie au Titulaire lors de la phase de préparation à la réalisation des prestations.

## Article 13 Évacuation et déchargements

### Article 13.1 Lieux de vidage des déchets

Les lieux de vidage / traitement des matériaux collectés à ce jour sont :

- **Pour les OMR :**  
ZEPHIR/SITTOMAT  
Chemin Gaétan Gastaldo – 83200 TOULON  
Ouverture : accessible tous les jours de la semaine, 24H00 sur 24H00
- **Pour les Papiers – Cartons et le plâtre :**  
VEOLIA  
783 avenue Robert Brun - Zone du camp Laurent – 83500 LA SEYNE SUR MER  
Ouverture : du lundi au vendredi de 05h00 à 18h00 et le samedi de 05h00 à 13h00
- **Pour les gravats :**  
PASINI  
Ancien chemin de Toulon – 83110 SANARY SUR MER  
Ouverture : du lundi au vendredi de 07h00 à 17h30 et le samedi de 07h00 à 13h00
- **Pour le Verre plat et le Bois propre :**  
PAPREC  
Zone du camp Laurent – 83500 LA SEYNE SUR MER  
Ouverture : du lundi au vendredi de 07h00 à 17h30 et le samedi de 07h00 à 13h00
- **Pour les Déchets verts :**  
VALSUD / REVALVERT (ST)  
441 chemin Gaston Beltrame – 83500 LA SEYNE SUR MER  
Ouverture : du lundi au vendredi de 07h00 à 17h30 et le samedi de 07h00 à 13h00
- **Pour les Emballages ménagers (bouteilles et flacons en plastiques, alu et métaux) et les Encombrants en mélange :**  
ECORECEPT  
461 rue de l'Artisanat – 83140 SIX-FOURS  
Ouverture : du lundi au samedi de 07h00 à 17h30
- **Pour la Ferraille :**  
France Récupération Recyclage  
Chez AZUR METAUX 1164 avenue Aristide Briand – 83200 TOULON  
Ouverture : du lundi au samedi de 08h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00
- **Pour les DEEE, DEA, Bois propre, Ferraille :**  
Pôle de valorisation de Toulon  
Chemin de Tombouctou – 83200 TOULON  
Ouverture : accès par badge



## Article 13.2 Modalités de déchargement

---

L'itinéraire de transport entre le lieu de collecte et le centre sera agréé par Toulon Provence Méditerranée, sans aucun stationnement intermédiaire. Les bennes seront pesées et déchargées en respectant les directives de l'exploitant du site.

Arrivés aux lieux de déchargement, les véhicules sont à vider aux endroits prévus désignés à cet effet.

Pour les encombrants, le Titulaire adaptera son vidage pour répondre aux impositions de la loi AGEC dans un souci de valorisation optimale des déchets.

Les voies d'accès permettront au Titulaire d'effectuer ces opérations de manière qu'il n'en résulte pas de dégradations anormales des véhicules, qui doivent y circuler avec précaution.

Le Titulaire sera tenu de respecter les horaires d'ouverture des lieux de vidage ainsi que le règlement intérieur du centre de traitement.

Les tickets de pesées seront saisis sur un tableau et l'ensemble des tickets de pesée sera transmis chaque mois avec ce tableau à Toulon Provence Méditerranée avec indication des références du véhicule, numéro de secteur, date et heure, type de déchets, poids en charge, poids à vide, poids du chargement, selon les procédures des différents sites.

En cas de plainte de la part de l'exploitant du lieu de vidage relative au non-respect des règles de circulation, de déchargement et de contrôle en vigueur, le Titulaire se verra appliquer une pénalité de « non-respect des règles de pesée » selon les modalités définies dans le CCAP.

## Article 13.3 Modification du lieu de vidage en cours de marché

---

En cas de fermeture temporaire (supérieur à 24 heures) d'un des lieux de vidage identifiés ci-dessus, le représentant de la Collectivité fournira au Titulaire les coordonnées du lieu de vidage temporaire.

Dans ce cas, par application de la clause de réexamen correspondante, le Titulaire pourra prétendre à une indemnité complémentaire correspondant au temps de transport supplémentaire induit par la modification de la localisation du lieu de vidage sur présentation d'un justificatif de plus-value financière.



## **Article 14 Direction des prestations**

Toutes les prestations seront exécutées sous le contrôle de la Direction, Prévention, Collecte et Valorisation des déchets ainsi que de la Direction de l'antenne de Toulon Le Revest de Toulon Provence Méditerranée ou de ses représentants. Elles sont habilitées à faire intervenir le Titulaire dans tel ou tel quartier de la Ville en fonction de la nécessité.

Le Titulaire devra assurer, sans qu'il en soit fait la demande particulière, la surveillance de la propreté de l'ensemble des zones, quartiers, voies, etc. situés dans le périmètre de ce marché. A cet égard, il est tenu de signaler tout état anormal de ce domaine qui aura été constaté, tels que dépôts non-conformes, salissures dues à des chantiers, épaves automobiles, etc.

## **Article 15 Moyens humains**

### **Article 15.1 Moyens en personnel**

Le Titulaire fournira le personnel en nombre suffisant pour qu'il n'y ait aucune interruption du service, et ce à aucun moment.

Le Titulaire sera également tenu de disposer du personnel qualifié suffisant pour permettre, à tout moment, la maintenance et la réparation des véhicules et matériels.

Il est interdit, sous la responsabilité du Titulaire, au personnel de se livrer au chiffonnage, de solliciter et de recevoir des pourboires.

L'administration métropolitaine sollicitera le remplacement de tout employé qui ne respecterait pas ces prescriptions ou dont la conduite serait un obstacle à la bonne exécution du service.

### **Article 15.2 Relations entre Toulon Provence Méditerranée et les agents du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à mettre en place une organisation permettant d'assurer l'efficacité maximale des équipes sur le terrain et la formalisation des relations avec les services de Toulon Provence Méditerranée et en particulier le représentant du Directeur des déchets et du cadre de vie.

A minima, des réunions trimestrielles seront prévues par le Titulaire.

A la demande de la Collectivité, il pourra également être décidé d'organiser une réunion avec les responsables du Titulaire, dans les plus brefs délais et au maximum dans les 72h suivant cette demande.

Le Titulaire désignera a minima :

- Un directeur d'agence
- Un directeur d'exploitation
- Un chef d'agence, affecté à plein temps au marché, interlocuteur privilégié ;
- Un ou des chefs d'équipe pour le suivi de terrain journalier, affecté(s) à plein temps au marché : traitement des réclamations, transmission des incidents de collecte, contrôle du travail fait
- Un correspondant pour le suivi administratif du marché, les pesées, facturation, extension de la collecte, optimisation du service, rapport annuel

Le Titulaire s'engage à mettre en place un dispositif pour que la Métropole dispose des coordonnées d'une personne pouvant être joignable à tout moment pendant le service ou en dehors des horaires du service (astreinte). Cette personne doit être en mesure de missionner une équipe dans la journée sous 2 heures maximum en cas d'oubli de collecte avéré. Le Titulaire devra être en mesure d'assurer des prestations ponctuelles, rémunérées sur la base des prix unitaires et forfaitaires indiqués au BPUF valant DEC.

A cet effet, le titulaire confirmera à la Métropole à réception de la notification des coordonnées du chef d'agence et précisera, lors de la période de préparation, le dispositif mis en place, ainsi que les coordonnées du dispositif d'astreinte.

Une attention particulière sera portée sur la présence d'une équipe d'encadrement des agents (chef d'équipe, ...) sur le terrain.

## **Article 15.3 Chauffeurs et ripeurs, personnels d'entretien des véhicules**

---

Le Titulaire doit prévoir l'ensemble des personnels techniques de terrain (chauffeurs, ripeurs et personnels d'entretien) nécessaire à la bonne exécution du marché.

Le recrutement des agents et leurs conditions de travail et de rémunération doivent être conformes à la réglementation et à la législation en vigueur.

Des rencontres régulières seront organisées par la Collectivité avec le responsable des collectes. Une attention toute particulière sera portée au cas des intérimaires, ou au personnel de remplacement, qui devront porter les vêtements de protection individuelle, avoir vu un médecin du travail, et avoir reçu préalablement une formation sérieuse. Pour surmonter la contrainte de temps, le recours à un volant de remplaçants fidélisés peut être une solution.

Le personnel du Titulaire devra avoir un comportement courtois vis à vis du public, des agents des centres de traitement et de toute autre personne qu'il pourrait être amené à rencontrer. Il devra respecter impérativement les consignes de sécurité, les règles de circulation et les règlements et protocoles d'accès et d'utilisation des centres de traitement et pour cela, devra contresigner le protocole de sécurité.

Le personnel du Titulaire portera une attention particulière à :

- La protection des usagers, ainsi qu'à leur libre passage sur le trottoir ou la chaussée,
- La préservation du mobilier urbain, des récipients de collecte.

Par ailleurs, les chauffeurs des véhicules devront pouvoir être joints par le Titulaire en permanence pendant la plage horaire d'intervention

## Article 15.4 Formation des agents de collecte

---

Le Titulaire devra assurer pour l'ensemble du personnel concerné :

- Une formation spécifique, notamment pour la collecte sélective des recyclables et les encombrants, le Titulaire devra solliciter la participation de la Collectivité pour l'accompagner dans cette démarche.
- Une formation liée aux mesures de prévention correspondantes et aux gestes et postures de travail. Le Titulaire devra veiller à ce qu'au moins 10% des agents de collecte aient reçu la formation de sauveteur secouriste du travail, de préférence les conducteurs et/ou les contremaîtres, qui sont moins exposés,
- Une formation sur la conduite à tenir lors de tout incident de collecte,
- Une formation sur les objectifs sécurité et qualité du service et une sensibilisation aux nouveaux risques, comme l'interdiction d'utiliser un téléphone portable sur le marchepied, de réaliser des collectes bilatérales, de limiter et sécuriser les collectes en marche arrière, etc.

Le Titulaire devra mettre à disposition du personnel, après l'avoir commenté, un document rappelant les principales mesures de préventions des accidents.

## Article 15.5 Tenue des agents

---

Le Titulaire devra doter son personnel de nettoyage de vêtements de travail et de sécurité, au minimum dans les conditions prévues aux conventions collectives et à la réglementation en vigueur, notamment la norme NF EN 471.

Quelle que soit la saison, la tenue vestimentaire des agents devra être uniforme et être portée obligatoirement.

Elle devra assurer la sécurité des agents et favoriser l'image du service et suggérer l'hygiène, la propreté et le dynamisme.

Les vêtements devront être tenus propres en toutes circonstances. Ces tenues seront soumises à approbation de Toulon Provence Méditerranée.

## Article 16 Moyens matériels

### Article 16.1 Conditions imposées au matériel de collecte

L'ensemble du parc de véhicules devra être conforme aux prescriptions du code de la route et aux normes en vigueur en ce qui concerne la sécurité du personnel et l'environnement. Le matériel utilisé par le Titulaire doit être en bon état de fonctionnement et entretenu régulièrement. Par ailleurs, Toulon Provence Méditerranée étant engagée dans une démarche Agenda 21, le Titulaire doit prévoir l'utilisation de matériels respectueux de l'environnement.

La collecte et l'évacuation des déchets ménagers sont exécutées par des véhicules en nombre suffisant. Par ailleurs, le Titulaire dispose des véhicules nécessaires pour parer à tout incident d'exploitation

Le matériel doit être conforme aux normes en vigueur et notamment :

- NF EN 1501-1 d'octobre 1998 ou équivalent : concernant la conception des bennes à ordures ménagères et leurs basculeurs associés, notamment :
  - L'enclenchement de la marche arrière du véhicule doit être signalé par un signal sonore discontinu à ajustement réglable, lent et audible à l'arrière du véhicule,
  - Les porte-pelles et porte-balais ne devront pas masquer le dispositif de signalisation ni dépasser le gabarit du véhicule,
  - Un dispositif de sécurité sera prévu pour éviter la chute brutale de la porte arrière lors des opérations de vidage.
- NF H 96-112-1 à NF H 96-112-4 ou équivalent concernant les lève-conteneurs si les véhicules de collecte en disposent, notamment :
  - Tous les lève-conteneurs doivent être équipés d'une prise frontale,
  - Ils seront adaptés au vidage dans la trémie des bennes des bacs roulants mis à la disposition des usagers par la Collectivité (collerette droite CEN forme C, norme NF EN 840.1),
  - La fin de course des bacs en position de vidage doit être amortie par un dispositif adapté à tous les volumes de bacs,
  - L'accrochage des bacs au lève-conteneur ne doit pas nécessiter leur soulèvement par les agents de collecte,
  - Il n'y aura pas d'arêtes vives au contact du conteneur.
- Article 27 du Projet de loi n°3875 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et concernant l'instauration de ZFE-m (territoires dans lesquels est instaurée une interdiction d'accès pour des catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions) notamment pour la Métropole TPM, les mesures de restrictions interdisent la circulation :
  - Au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023, des véhicules diesel et assimilés dont la date de première immatriculation est antérieure au 31 décembre 2000 (EURO II et II) ainsi que des véhicules

essence et assimilés dont la date de première immatriculation est antérieure au 31 décembre 1996 (Crit'Air 5)

- Au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024, des véhicules diesel et assimilés dont la date de première immatriculation est antérieure au 31 décembre 2005 (Crit'Air 4)
- Au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2025, des véhicules diesel et assimilés dont la date de première immatriculation est antérieure au 31 décembre 2010 ainsi que des véhicules essence et assimilés dont la date de première immatriculation est antérieure au 31 décembre 2005 (Crit'Air 3)

Le Titulaire privilégiera des véhicules propres en cohérence avec l'instauration d'une ZFE-m sur le périmètre d'intervention. Si des véhicules à moteur thermique sont utilisés, ils devront respecter au minimum la norme d'émission atmosphérique EURO 6. En tout état de cause, l'âge des véhicules ne devra en aucun cas dépasser 6 ans (hors véhicules de secours) tout au long du marché.

Les matériels roulants doivent par ailleurs être équipés conformément à la réglementation en vigueur relative à la signalisation des véhicules lents et encombrants.

L'arrière de la benne devra être équipé d'un dispositif fixe permettant l'éclairage de la zone de chargement de l'opérateur (trémie, chaussée, trottoir) conformément aux normes en vigueur.

Elle disposera d'une caméra permettant au chauffeur depuis sa cabine de voir ce qui se passe derrière son véhicule. Les véhicules doivent être équipés d'une pelle et d'un balai que le Titulaire devra obligatoirement fournir.

Pour chaque benne, le Titulaire doit joindre le certificat d'homologation CE de type établi par un organisme habilité, ainsi que la déclaration de conformité.

Une attention particulière sera apportée à la réduction des nuisances sonores tant pour la propulsion, le chargement des déchets et le compactage.

Le Titulaire fournira l'état des contrôles périodiques obligatoires des véhicules et de la machine de chargement et de compactage.

Tous les véhicules utilisés sont munis d'un carnet de bord, comprenant :

- La carte grise, le certificat d'assurance,
- Le procès-verbal de visites techniques par un organisme agréé,
- Le certificat d'homologation CE établi par un organisme habilité pour les bennes à ordures ménagères et le basculeur, ainsi que la déclaration de conformité,
- Le registre de vérification des équipements de travail et accessoires éventuels,
- Le certificat d'inscription au registre d'habilitation au transport des déchets du ministère des Transports,
- Tout autre document réglementaire obligatoire

Tous ces documents seront tenus à jour en permanence.

Par ailleurs, Toulon Provence Méditerranée étant sensible au développement durable, le Titulaire devra privilégier l'utilisation de matériels respectueux de l'environnement et conçus pour améliorer la sécurité et la santé au travail.

## **Article 16.2 Acceptation des véhicules par la Collectivité**

---

Le Titulaire est tenu de fournir au représentant de la Collectivité tous les documents utiles sur les véhicules qu'il se propose d'utiliser. En outre, il doit lui présenter les véhicules de collecte pour acceptation après constatation de leurs conformités aux dispositions du présent marché. Il lui appartient d'organiser cette opération de réception des véhicules avant leur utilisation.

Malgré cette acceptation, le Titulaire reste responsable du parfait état de fonctionnement de son matériel et de son maintien en conformité pendant toute la durée du marché. Cette mesure sera à réitérer dans les mêmes conditions à chaque livraison de nouveaux véhicules.

## **Article 16.3 Entretien et Maintenance**

---

Le Titulaire doit maintenir les véhicules en bon état de fonctionnement et d'aspect ; il assurera à cet effet à sa charge toutes les opérations d'entretien, de réparation et de remise en état nécessaires pour quelque cause que ce soit, par ses moyens propres ou non.

Les bennes de collecte doivent être lavées et désinfectées chaque jour après la collecte, tant intérieurement qu'extérieurement. Le lavage des bennes ne doit pas entraîner de pollution pour le milieu et le voisinage.

En cas de mauvais entretien des véhicules de collecte, le Titulaire se verra appliquer une pénalité de « défaut d'entretien du matériel » selon les modalités définies dans le CCAP.

Le Titulaire est tenu de se prêter aux visites de contrôle de l'entretien du matériel et aux relevés de compteurs des véhicules.

Il donne à cet effet, libre accès dans ses garages, ateliers et magasins, aux agents qualifiés de la Collectivité.

## **Article 16.4 Équipement de suivi et transmission d'information en temps « réel » des véhicules**

---

Toulon Provence Méditerranée demande la mise en place d'équipements de suivi GPS et des systèmes informatiques associés sur l'ensemble des véhicules de collecte. Le Titulaire doit fournir les documents précisant les attributions de chaque véhicule : tournée de collecte régulière, véhicule de remplacement, etc.

Il s'agit de mettre en place un système de localisation géographique des véhicules de collecte. Le système permettra l'enregistrement et l'archivage de la totalité des tournées de collecte.

Ce sera également un outil de transmission d'informations à Toulon Provence Méditerranée. Tout incident ou événement survenant lors du service pourra être également récupéré géographiquement (exemple : encombrants déposés sans rendez-vous).

Outre ses propres besoins de transmission et de contrôle, le Titulaire devra permettre le libre accès des données gérées, en consultation. Il devra être possible depuis les postes informatiques de Toulon Provence Méditerranée via un navigateur et avec un accès sécurisé (authentification par login et mot de passe) de consulter les données.

Les données et les documents seront tenus à jour en permanence.



De plus, il devra être possible pour Toulon Provence Méditerranée depuis internet d'exporter des données afin de les exploiter avec les outils bureautiques du poste de travail (.xls, .ods, .doc, .odt). En cours d'exécution du marché, Toulon Provence Méditerranée se réserve la possibilité d'exiger que les données (circuits, secteurs) soient transmises dans un format d'échange compatible avec le Système d'Information Géographique de la Métropole.

Les éventuels frais de communication/transmission des positionnements des véhicules sont à intégrer par le Titulaire dans son offre et ne sauraient faire l'objet d'une facturation supplémentaire ou complémentaire.

Le Titulaire devra également assurer la formation des personnels de Toulon Provence Méditerranée à l'utilisation de l'outil informatique proposé pour le suivi des véhicules de collecte.

Les différents capteurs devront permettre au minimum de :

- suivre la trajectoire réelle des véhicules (résolution minimale de 15 m),
- comptabiliser le kilométrage sur le circuit de collecte.

Une pénalité sera appliquée en cas d'arrêt ou de non-fonctionnement des systèmes selon les modalités du CCAP. Seuls les dysfonctionnements liés à la nature du terrain (rues étroites, tunnels, ensemble de grands immeubles entraînant une mauvaise réception) n'entraîneront pas d'application des pénalités.

Il appartient cependant au Titulaire de choisir un système qui réduise au maximum ces nuisances.

Ainsi, le non-fonctionnement du système de suivi en « temps réel » correspond à la définition suivante :

- le système ne peut être utilisé pendant une durée totale d'une heure au plus, répartie sur l'ensemble de la journée ;
- le système fournit des informations erronées de quelque nature que ce soit.

Les pénalités de non-fonctionnement du système ne seront appliquées qu'à l'issue du délai sur lequel s'est engagé le soumissionnaire.

Le délai maximum toléré par la Collectivité est de 3 mois à compter du démarrage des prestations.

## **Article 16.5 Identification au nom de la Collectivité**

---

Les véhicules seront équipés sur les 2 côtés d'autocollants ou d'affiches dont les dimensions seront adaptées à chaque véhicule ou engin. Ces autocollants permettront d'identifier Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Toulon, éventuellement accompagné d'une « signature ». Le Titulaire sera responsable de la pose de ces autocollants ou affiches et il fournira la maquette sous format informatique compatible avec les logiciels utilisés par Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Toulon qui devra la valider avant mise en place.

Les emplacements des logos et inscriptions, leurs tailles et leurs contenus seront validés par la Collectivité au cours de la période de préparation.



## Article 16.6 Locaux d'exploitation

---

La Métropole met à la disposition du Titulaire du présent marché ainsi qu'au Titulaire du marché de « Prestations de nettoyage de la voirie et des espaces publics sur une partie du territoire de la Ville de Toulon », un ensemble immobilier (surface 10 000 m<sup>2</sup>) situé dans la zone d'activité Lagoubran avenue Aristide Briand comprenant :

- des locaux administratifs,
- des locaux destinés à accueillir le personnel (sanitaires, salle de réunion, locaux syndicaux, ...),
- des locaux et ateliers nécessaires à la maintenance des matériels,
- une zone de stationnement
- et une aire de lavage.

La répartition de l'affectation des locaux entre les Titulaires des deux marchés précités sera définie lors de la mise au point des marchés dans le cadre d'une concertation tripartite entre la Métropole et les Titulaires des marchés.

La Métropole prendra en charge les éventuels travaux nécessaires (adaptation des locaux existants et/ou création de locaux supplémentaires) pour répondre au besoin des prestataires et permettre un bon fonctionnement des différents services concernés (collecte d'une part et nettoyage d'autre part).

## **Article 17 Autres aspects réglementaires non évoqués par ailleurs**

Le Titulaire doit se conformer à l'ensemble des normes et règlements en vigueur et notamment, pour l'ensemble des prestations concernées par le présent marché, la recommandation CNAM R 437 adoptée par le Comité Technique National des industries des transports et de la manutention ou toute recommandation qui s'y substituerait.

Le personnel du Titulaire doit en particulier respecter les règles suivantes :

- Effectuer la collecte en marche avant avec un matériel de gabarit adapté,
- Effectuer la collecte unilatéralement dans les artères dont la largeur est suffisante pour permettre le croisement ou le dépassement du véhicule de collecte,
- En présence de personnel sur les marchepieds, la vitesse du véhicule doit être inférieure à 30 km/h et les marches-arrières sont interdites,
- La montée ou la descente du marchepied doit s'effectuer lorsque le véhicule est arrêté,
- Les équipiers de collecte devront ensuite, utiliser le signal prévu, afin de demander au conducteur le démarrage du véhicule et rester en position stable, pendant la phase de mouvement du véhicule,
- Lors des déplacements entre deux points de collecte éloignés (plus de 300 mètres), les équipiers de la collecte doivent monter dans la cabine,
- Le chiffonnage et la récupération des objets dans les trémies sont interdits,
- Porter les équipements de protection individuels (gants, chaussures de sécurité, etc.) avec signalisation fluo-rétro réfléchissante conformément à la norme NF EN 471 ou équivalente.

En cas d'absence de personnel, le Titulaire doit procéder à son remplacement sans délai en respectant les conditions générales imposées au personnel dans le présent marché.

Les vêtements devront être tenus propres en toutes circonstances.

Les véhicules de collecte ne devront pas être en surcharge.

## **Article 18 Coordination avec les autres prestataires**

Dans un but de cohérence vis à vis du service rendu et d'amélioration de son service, le Titulaire est tenu de coordonner son action avec tout autre prestataire intervenant sur le même territoire, pour toute intervention sur les mêmes équipements ou les mêmes sites et notamment les services de la Ville de Toulon, de Toulon Provence Méditerranée et le Titulaire du marché de nettoyage de la voirie et des espaces publics de la Ville de Toulon.

A cette fin, au cours de la période de préparation, le Titulaire s'attachera à désigner un interlocuteur chargé de prendre l'attache des représentants des parties précitées et de définir un mode opératoire de concertation.

## Article 19 Information et transparence

Toulon Provence Méditerranée demande au Titulaire la plus grande transparence et une information complète concernant le déroulement du service. Il remet à cet effet, en plus des échanges quotidiens, des rapports mensuels et annuels dont le contenu est défini ci-après. Les voies de communication des échanges quotidiens ainsi que le contenu des rapports mensuels et annuels sont mis au point pendant la période de préparation du marché. Ils devront être approuvés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée après présentation de ces derniers par le Titulaire.

Au cours du marché, le Titulaire doit remédier sans délai aux anomalies relevant de sa compétence et de ses obligations de résultat. Toute anomalie constatée dans le déroulement de la prestation et en cas de non-correction (quand il s'agit d'anomalie relevant de la compétence du Titulaire) fait l'objet de pénalités, telles que définies au CCAP.

### Article 19.1 Suivi journalier

Le Titulaire devra transmettre à la Métropole, dès la fin de la prestation et par tout moyen à sa disposition (courrier électronique, ...), les informations qui permettront de répondre à toutes les plaintes des usagers (impossibilité de collecte, bac non collecté, modification éventuelle d'un circuit ou des horaires, incidents divers, ...).

Concernant la collecte sélective, le Titulaire transmettra à la Métropole le nombre et l'adresse des bacs non vidés car trop souillés chaque jour.

Il devra également transmettre, le tonnage des déchets ménagers ainsi que toutes les données relatives à la collecte (nombre de véhicules sortis, kilomètres parcourus, ...), les rendez-vous pris pour la collecte des encombrants ainsi que le compte rendu.

### Article 19.2 Rapport mensuel

Le Titulaire devra transmettre avant le 10 de chaque mois les données suivantes, et pour chaque flux :

- Tonnage journalier par flux et par véhicule ;
- Kilométrage par véhicule ;
- Temps de collecte effectif ;
- Bilan des incidents ;
- Bilan des réclamations ;
- Bilan des ordres de service.

Ces données seront accompagnées des tickets de pesée correspondants présentés sous forme de listing. Le Titulaire fournira mensuellement ces données sous support informatique (format .xls).

Le cadre qualifié nommé par le Titulaire et si besoin le(s) chef(s) d'équipe participeront aux réunions de suivi mensuel de la prestation organisées par la Métropole. Y seront notamment discutés le déroulement du mois passé, les difficultés rencontrées, les modifications à apporter dans la réalisation de la prestation.

## Article 19.3 Rapport annuel

---

Les éléments qui concernent le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'élimination des ordures ménagères (Décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets) devront être fournis par le Titulaire sous forme d'un rapport écrit. Une version informatique de ce document (sous format PDF ou équivalent) ainsi que des tableaux présentés (sous format Excel ou équivalent) seront également adressés à la Métropole TPM.

La Métropole TPM se réserve la possibilité d'établir un rapport annuel type dont la trame sera remise lors la période de préparation, le Titulaire pourra aussi y apporter des ajouts tout en distinguant les éléments prévus par le décret suscité de ceux ajoutés par ses soins.

Dans le cadre de son rapport le Titulaire devra notamment indiquer a minima :

- Les quantités de déchets collectés par mois et au total sur l'année, par type de collecte et de flux
- Une clé de répartition permettant de différencier les tonnages d'encombrants et les tonnages d'OMR pour chaque secteur
- Les effectifs du service
- Les modifications intervenues (fréquences, périmètres, circuits)
- Le détail des collectes ponctuelles (dates, horaires, type d'évènements, lieux)
- Les kilomètres parcourus, les volumes de carburant consommés dans le cadre de la prestation par circuit de collecte, en précisant les moyennes mensuelles et annuelles, circuit par circuit et tous circuits confondus
- Les moyens mis en œuvre pour contribuer à l'amélioration du service et les résultats obtenus
- Les actions menées pour la résolution des points noirs R437
- Le tableau des effectifs affectés à la prestation (fonction, nombre, ancienneté...) illustré par un organigramme
- La liste des accidents de travail survenus en cours d'exercice avec leur description (lieu, date, circonstances, les taux de fréquences et de gravité.)
- Un bilan financier d'exploitation ou le détail des dépenses et recettes propres à l'exploitation, évaluées si nécessaire de façon extracomptable :
  - o Détail des frais annexes (impôts, taxes, redevances, frais de siège.)
  - o Décomposition des frais fixes (amortissements, financement.)
  - o Décomposition des frais variables (pneumatiques, lubrifiant, entretien, loyers, chauffage, eau, carburant.)
  - o Bénéfices réalisés
- Le bilan carbone de l'ensemble des prestations de service
- Les certificats attestant du respect des normes environnementales en vigueur par son matériel (niveaux sonores et niveau de pollution atmosphérique)
- Les formations réalisées par le personnel au cours de l'année écoulée

Tous ces éléments seront illustrés par des graphiques.

A partir de la deuxième année d'exécution, le Titulaire devra proposer dans son rapport annuel un comparatif des éléments remis pour l'exercice écoulé (année n) avec l'exercice antérieur (année n-1) et faire des propositions pour l'amélioration ou le maintien de ses performances.

Ces éléments, qui concernent l'activité de l'année écoulée, devront être validés et transmis à la Métropole au plus tard le 31 mars de l'année en cours.

Des éléments complémentaires pourront être demandés.

Par ailleurs, une réunion annuelle sera organisée à l'occasion de la présentation du rapport annuel d'exploitation.

A noter qu'en fin de marché, le Titulaire fournira les éléments nécessaires à la reprise du personnel un an avant l'échéance du marché.

Enfin, dans le cadre de la prestation de collecte des OMR et des recyclables, le Titulaire devra assister la Métropole dans la rédaction des différents documents demandés par CITEO, l'ADEME ou autres organismes sous peine d'application des pénalités prévues au CCAP.

## Article 20 Contrôle de la qualité du service effectué

### Article 20.1 Principes généraux

Au titre du présent marché, Toulon Provence Méditerranée soumet le Titulaire à un contrôle contradictoire portant sur l'atteinte de l'objectif de résultat précisé à l'Article 3 et vient sanctionner le Titulaire dans le cas contraire.

Le contrôle contradictoire a lieu pendant la durée du service, qu'il s'agisse du service régulier ou occasionnel, ou constaté a posteriori sur la base des suivis informatiques (GPS). Lors des contrôles contradictoires par les agents habilités de Toulon Provence Méditerranée, sont considérés comme défauts de prestation :

- Toute clause du contrat n'ayant pas été exécutée,
- Toute prestation réalisée non totalement conforme ou réalisée de manière partielle par rapport aux prescriptions du présent C.C.T.P.

Chaque constat fait l'objet d'un écrit sur la base d'un protocole de contrôle que la Titulaire construira au cours de la phase de préparation à la réalisation du marché et qui sera soumis à validation par la Ville de Toulon. Ces constats sont notifiés au Titulaire et assortis de pénalités irrévocables. Les défauts sont cumulables (par exemple un même défaut constaté sur deux lieux implique deux pénalités), dans la limite fixée à l'article 4.4 du CCAP.

Néanmoins, Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit d'utiliser ce protocole pour réaliser des contrôles inopinés sur le territoire.

Les pénalités peuvent être de deux types :

- 1) *Pénalité de type 1*, pour tout constat de défaut (non-respect des clauses du contrat) qui implique une pénalité ainsi qu'un délai de correction,
- 2) *Pénalité de type 2*, pour non-respect du délai de correction imposé lors du constat de défaut ou récurrence de défaut sur un même lieu.

### Article 20.2 Organisation du contrôle

Le contrôle contradictoire est organisé à la demande de Toulon Provence Méditerranée. Il peut porter sur l'ensemble de l'espace public et du déroulement de la prestation vis à vis des objectifs et exigences du présent marché.

Pendant les plages horaires d'intervention du Titulaire, le contrôleur de Toulon Provence Méditerranée (ou mandaté par elle) se rend sur le site d'exploitation et convoque séance tenante le responsable d'exploitation ou son adjoint à l'accompagner sur un ou plusieurs espaces quelconques du territoire à collecter par le Titulaire.

Sur la base du protocole d'intervention, les 2 agents vérifient que l'ensemble des points a bien été respecté et que l'état de propreté correspond bien à l'attente de Toulon Provence Méditerranée telle qu'exprimée dans ce CCTP.

Le contrôleur formulera des observations sur tous les points qui ne correspondraient pas à l'atteinte de l'objectif. Ces observations seront éventuellement commentées par le responsable d'exploitation.

Une fois le contrôle terminé, le protocole sera contresigné par les 2 agents et le Directeur de la collecte de Toulon Provence Méditerranée décidera, sur la base des observations et des justifications du Titulaire, de la suite à donner et de l'application des pénalités prévues au CCAP.

## **Article 20.3 Autocontrôle**

---

Nonobstant les contrôles contradictoires organisée par la Collectivité, afin de contrôler le niveau de collecte sur le territoire et l'atteinte de l'objectif qui lui est fixé, le Titulaire propose au plus tard au bout de 3 mois après le début du marché, un protocole d'auto-évaluation et un plan de contrôle (nombre de contrôle par an) de la collecte qui sera soumis à validation par la Ville de Toulon.

Ces auto-contrôles feront l'objet de compte rendu remis à la Collectivité. Une analyse de ces contrôles devra être faite dans les rapports mensuels et annuels, listant les défauts contrôlés et les corrections apportées ou proposées.



## . ANNEXES .

- Annexe 1. Cartes des zones du service de collecte : secteur C7 Centre-ville, secteur C7 Quartiers (La Mitre / La Rode / St Jean / Pont du Las / Mourillon), secteur C4+1
- Annexe 2. Plan des Cimetières
- Annexe 3. Détail du parc de bacs ordures ménagères résiduelles
- Annexe 4. Détail du parc de bacs collectes sélectives
- Annexe 5. Liste des bacs dits de « voie publique »
- Annexe 6. Localisation des bacs en sous-sol
- Annexe 7. Plan et modalités d'intervention sur les dispositifs de précollecte escamotables en sous-sol
- Annexe 8. Liste des espaces publics présentant des restrictions de circulation (circulation interdite ou limitée en PTAC) ou ayant un revêtement ne permettant pas certains travaux
- Annexe 9. Liste des immeubles collectifs collectés en journée
- Annexe 10. Calendrier des marchés alimentaires provençaux : extrait du règlement des emplacements
- Annexe 11. Planning d'intervention sur les dispositifs de bacs en sous-sol
- Annexe 12. Guide de tri applicable sur la Ville, se connecter à : <http://www.sittomat.fr/>

				OFFRE DRAGUI-TRANSPORTS			
N° PRIX	DESIGNATION	Unités	Qtte sur 6 ans	Prix unitaire €HT	Montant total HT	TX TVA	MONTANT €TTC
DPGF / TRANCHE FERME							
CHAP A	PRECOLLECTE						
A1	GESTION PARC CONTENEURS OMR et TRI						
A1-1	Achat et Maintien en bon état du parc de Bacs OMR et TRI (fourniture et entretien) hors primo dotation <i>Cf. CCTP / Article 9.1</i>	forfait mensuel	72	13 704,22 €	986 703,84 €	20%	1 184 044,61 €
A1-2	Lavage des bacs et des abris à bacs en sous-sols <i>Cf. CCTP / Article 9.2</i>	forfait mensuel	72	8 550,61 €	615 643,92 €	10%	677 208,31 €
A1-3	Lavage des bacs OMR et TRI dits de Voies publiques <i>Cf. CCTP / Article 9.3</i>	forfait mensuel	72	2 850,20 €	205 214,40 €	20%	246 257,28 €
A2	Nettoyage, pompage, désinfection et désinsectisation ASCENSEURS A BACS <i>Cf. CCTP / Article 9.4</i>	forfait mensuel	72	10 169,85 €	732 229,20 €	20%	878 675,04 €
CHAP B	COLLECTE ET EVACUATION des OMR						
B1	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pàp et points de regroupement en C7 sans CS						
B1-1	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pàp et points de regroupement en C7 - HYPER-CENTRE <i>Cf. CCTP / Article 10.2</i>	forfait mensuel	72	75 089,87 €	5 406 470,64 €	10%	5 947 117,70 €
B1-2	Collecte et évacuation des OMR en pàp et points de regroupement en C7 - LA MITRE <i>Cf. CCTP / Article 10.2</i>	forfait mensuel	72	11 824,79 €	851 384,88 €	10%	936 523,37 €
B1-3	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pàp et points de regroupement en C7 - LA RODE <i>Cf. CCTP / Article 10.2</i>	forfait mensuel	72	30 815,07 €	2 218 685,04 €	10%	2 440 553,54 €
B1-4	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pàp et points de regroupement en C7 - SAINT-JEAN <i>Cf. CCTP / Article 10.2</i>	forfait mensuel	72	37 315,46 €	2 686 713,12 €	10%	2 955 384,43 €
B1-5	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pàp et points de regroupement en C7 - PONT DU LAS <i>Cf. CCTP / Article 10.3</i>	forfait mensuel	72	36 214,60 €	2 607 451,20 €	10%	2 868 196,32 €
B1-6	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pàp et points de regroupement en C7 -MOURILLON <i>Cf. CCTP / Article 10.2</i>	forfait mensuel	72	17 362,53 €	1 250 102,16 €	10%	1 375 112,38 €
B2	Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en pàp et points de regroupement en C4 <i>Cf. CCTP / Article 10.2</i>	forfait mensuel	72	315 779,99 €	22 736 159,28 €	10%	25 009 775,21 €
B3	Repasse Collecte et transport vers l'exutoire des OMR en "dépôts sauvages" / sur signalement secteur Centre-ville/ Hyper-centre" <i>Cf. CCTP / Article 10.2</i>	forfait mensuel	72	101 540,45 €	7 310 912,40 €	10%	8 042 003,64 €
B4	Collecte "estivale" (sur 5 mois du 1 <sup>er</sup> mai au 30 septembre inclus) et transport vers l'exutoire des OMR en pàp et points de regroupement en C7 sur secteur Mourillon (quartier et plages) et sites de fortes productions dues aux fréquentations estivales <i>Cf. CCTP / Article 10.2</i>	forfait mensuel	30	18 888,62 €	566 658,60 €	10%	623 324,46 €
B5	Collecte et transport vers l'exutoire des déchets des marchés provencaux <i>Cf. CCTP / Article 10.3</i>	forfait mensuel	72	20 916,74 €	1 506 005,28 €	10%	1 656 605,81 €
CHAP C	COLLECTE SELECTIVES						
C1	Collecte et transport vers l'exutoire Papiers - Cartons en pàp et points de regroupement secteur C4 en OMR en C1 (même jour) <i>Cf. CCTP / Article 10.4</i>	forfait mensuel	72	42 802,97 €	3 081 813,84 €	5,5%	3 251 313,60 €
C2	Collecte et transport vers l'exutoire "Emballages ménagers (bouteilles et flacons en plastique)" en pàp et points de regroupement secteur C4 en OMR en C1 même jour <i>Cf. CCTP / Article 10.4</i>	forfait mensuel	72	42 802,97 €	3 081 813,84 €	5,5%	3 251 313,60 €
C3	Collecte et transport vers l'exutoire Encombrants en pàp et points de regroupement <i>Cf. CCTP / Article 10.5</i>						
C3-1	Collecte et transport vers l'exutoire Encombrants dans le secteur C7 Hyper-Centre sur RDV et Signalements <i>Cf. CCTP / Article 10.5.2</i>	forfait mensuel	72	33 056,40 €	2 380 060,80 €	5,5%	2 510 964,14 €
C3-2	Collecte et transport vers l'exutoire Encombrants autres secteurs sur RDV et Signalement <i>Cf. CCTP / Article 10.5.2</i>	forfait mensuel	72	43 651,33 €	3 142 895,76 €	5,5%	3 315 755,03 €
C3-3	Collecte et transport vers l'exutoire Encombrants en points de regroupement selon stipulation <i>CCTP / Article 10.5.2</i>	forfait mensuel	72	15 026,04 €	1 081 874,88 €	5,5%	1 141 378,00 €
C3-4	Collecte du carton des professionnels <i>Cf. CCTP / Article 10.5.3</i>	forfait mensuel	72	8 882,48 €	639 538,56 €	5,5%	674 713,18 €
C4	Collecte et transport vers l'exutoire du bois propre et des cartons des marchés provencaux <i>Cf. CCTP / Article 10.3</i>	forfait mensuel	72	13 336,62 €	960 236,64 €	5,5%	1 013 049,66 €
MONTANTS TOTAL TF					64 048 568,28 €		69 999 269,31 €

